

Filières prioritaires pour la coproduction en Tunisie

Noureddine Hajji
Président d'IPMED Tunisie

En coopération avec
Jean-Louis Guigou
Président de l'IPMED

Avec l'assistance de
Mariem Brahim, IPMED
Mehdi Ben Said, EY Tunisie
Amira Fériani, EY Tunisie

Août 2017, Tunis



Union for the Mediterranean
Union pour la Méditerranée
الإتحاد من أجل المتوسط



AVANT-PROPOS DE NOUREDDINE HAJJI, PRÉSIDENT D'IPAMED TUNISIE ET DE JEAN-LOUIS GUIGOU, PRÉSIDENT DE L'IPAMED

Un nouveau destin se dessine pour la rive sud de la Méditerranée comme interface entre l'Europe, vieillissante et mature, et l'Afrique, jeune et en pleine croissance. Un destin industriel, car dans le cadre d'une vision intégrée « Afrique – Méditerranée – Europe », ces pays d'Afrique du Nord jouent un rôle de pivot essentiel entre des pays qui ont des niveaux de développement différents. A l'instar du Mexique, base industrielle des Etats-Unis et du Canada, des pays d'Europe Centrale et Orientale (PECO) qui ont été les premiers bénéficiaires du redéploiement d'une partie de l'appareil productif allemand à l'est de l'Europe, et du développement actuel des pays du sud-est asiatique sous l'impulsion du Japon et de la Chine, les pays sud-méditerranéens ont tout à gagner à s'insérer dans des chaînes de valeur régionales (CVR) et à ouvrir la voie à un nouveau modèle de coopération économique « gagnant – gagnant » fondé sur le partage de la valeur ajoutée et de technologies entre acteurs du Nord et du Sud de la Méditerranée.

C'est cette certitude qui sous-tend les travaux de l'Observatoire de la coproduction, lancé en décembre 2014 par l'IPAMED¹ ainsi que le programme d'étude et d'animation sur « l'industrialisation du Nord de l'Afrique », initié en 2017. L'heure n'est plus à l'exploitation, aux délocalisations à bas coût et à la sous-traitance bas de gamme mais à la coopération et à la coproduction dans des chaînes de valeurs intégrées.

Ce présent rapport s'inscrit donc dans la continuité de l'étude réalisée sur la coproduction en Tunisie, en octobre 2015. En apportant un regard renouvelé, il se veut un complément d'analyse sur la question des secteurs porteurs pour le développement de ce modèle de coproduction, en dépassant le simple objectif de réduction du déficit commercial extérieur. Ce travail fait également écho aux débats actuels portant sur la contribution des partenaires européens au développement du tissu industriel tunisien.

Aux yeux des industriels et investisseurs méditerranéens et européens, les filières ainsi identifiées doivent être considérées en priorité au regard de la mouvance des marchés, des atouts et du potentiel de l'économie tunisienne. Les entrepreneurs étrangers désireux de coproduire en Tunisie peuvent, pour ce faire, compter sur deux facteurs clés de succès :

D'abord, un tissu d'entreprises tunisiennes qui, par le passé, ont fait preuve d'une forte compétitivité sur le marché international, notamment européen, et qui ont, plus récemment, démontré une capacité de résilience incontestable tout au long de la période d'incertitude post-révolution 2011. Ces chefs d'entreprises ainsi que la nouvelle génération de jeunes entrepreneurs qui les ont suivis aspirent au développement d'activités innovantes, à plus forte valeur ajoutée.

Ensuite, des pouvoirs publics qui placent désormais la relance de l'investissement industriel en haut de leur agenda afin de créer des emplois qualifiés. Ils offrent, pour ce faire, les facilitations nécessaires pour voir leurs priorités de développement économique et social se réaliser à travers l'investissement privé.

Cette étude se veut donc prospective en tentant d'apporter des éléments de réponse aux attentes des industriels et investisseurs tunisiens, européens et méditerranéens dans leur recherche de partenaires crédibles et de modèles opératoires intelligents, pour réussir la transformation de leurs entreprises dans le cadre d'un modèle « gagnant-gagnant ».

Que ce document puisse aider les uns et les autres à trouver leurs voies pour un meilleur futur intégrant la coproduction des entreprises des deux rives de la Méditerranée.

SOMMAIRE

Avant-propos de Nouredine Hajji, Président d’IPEMED Tunisie et de Jean-Louis Guigou, Président de l’IPEMED	3
GLOSSAIRE	5
RÉSUMÉ	6
INTRODUCTION	8
1. LE SECTEUR INDUSTRIEL EN TUNISIE EST EN PROFONDE MUTATION	10
1.1 La Tunisie industrielle, aujourd’hui	10
1.2 Analyse des investissements directs étrangers (IDE) en Tunisie	12
1.3 Perspectives d’évolution du secteur industriel	14
1.3.1 Montée en gamme des activités créatrices de valeur	14
1.3.2 Synergies et intégrations de la chaîne de valeur	14
1.3.3 Emergence de nouvelles activités	15
1.3.4 Intégration des innovations technologiques	15
2. FILIÈRES PRIORITAIRES POUR LA COPRODUCTION	17
2.1 Qu’est-ce que la coproduction et pourquoi la coproduction ?	17
2.2 Les critères de sélection des filières prioritaires	18
2.3 Les filières prioritaires	18
2.3.1 L’industrie automobile	18
2.3.2 L’industrie aéronautique	21
2.3.3 Textile, habillement, cuir et chaussures	24
2.3.4 Filières de l’industrie chimique	25
2.3.5 L’industrie agroalimentaire	26
2.3.6 Numérique et innovation technologique	27
2.3.7 Les énergies renouvelables	30
3. CATALYSEURS DE LA MUTATION INDUSTRIELLE	32
3.1 Emergence d’un tissu entrepreneurial innovant	32
3.2 Développement des pôles de compétitivité	33
3.3 Nouveau cadre institutionnel de l’investissement	36
ANNEXES	38

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Flux des IDE industriels par secteur entre 2010 et 2016	12
Figure 2 : Flux des IDE réalisés par les 4 pays de l'UE	13

GLOSSAIRE

AAPII : Agence de Promotion de l'Industrie et de l'Innovation
CNSS : Caisse Nationale de Sécurité Sociale
GITAS : Groupement des Industries Tunisiennes Aéronautiques et Spatiales
GPME : Grandes, Petites et Moyennes Entreprises
GW : Giga Watts
FIPA : Foreign Investment Promotion Agency
FOPROLOS : Fonds de Promotion des Logements Sociaux
IAA : Industrie Agroalimentaire
IDE : Investissements Directs Etrangers
IOT : Internet of Things
IMEE : Industries Mécaniques, Electriques et Electroniques
INS : Institut National de la Statistique
LDI : Loi de l'Investissement N°2016-71 du 30 septembre 2016
MDT : Millions de Dinars Tunisiens
M€ : Millions d'Euros
M\$: Millions de Dollars américains
PECO : Pays de l'Europe Centrale et Orientale
PPP : Partenariat Public Privé
PST : Plan Solaire Tunisien
R&D : Recherche et Développement
TCAM : Taux de Croissance Annuel Moyen
TFP : Taxe de Formation Professionnelle
TIC : Technologies de l'information et des communications
UE : Union Européenne

RÉSUMÉ

L'IPEMED et IPEMED Tunisie ont souhaité s'associer pour donner une vision prospective de l'avenir de l'industrie en Tunisie, en identifiant les secteurs porteurs pouvant s'inscrire dans le cadre d'une démarche de coproduction euro-méditerranéenne. La présente étude s'inscrit donc dans la continuité des travaux initiés par l'IPEMED et ses partenaires, dans le cadre de l'Observatoire de la coproduction et du programme dédié à l'industrialisation du Nord de l'Afrique.

Cette étude permet de dégager un ensemble de constats structurants qui pourront éclairer les industriels et investisseurs européens à la recherche de modèles d'affaires innovants pour les besoins de leur transformation industrielle, d'une part, et d'un meilleur positionnement sur les marchés émergents, notamment africain, d'autre part.

1. L'industrie tunisienne : un fort potentiel et des perspectives d'innovation

La Tunisie est, parmi les pays « émergents » du pourtour méditerranéen, celui qui connaît, depuis plusieurs années, une des plus fortes croissances en termes d'activité industrielle, même si elle a connu un ralentissement depuis la révolution de 2011 et peut-être même avant. Cette croissance s'explique par la présence de plusieurs atouts structurels, tels que :

- Sa situation géographique ;
- Ses dispositifs législatifs et réglementaires d'incitation et d'accompagnement pour les investissements industriels ;
- La qualité de son système d'éducation et de formation ;
- La qualification et la compétitivité de ses ressources humaines.

L'économie tunisienne est compétitive. Son expertise dans plusieurs secteurs est reconnue et son expérience d'accueil des IDE date de plusieurs décennies. Les 3 350 entreprises étrangères installées font désormais partie du paysage naturel de l'économie tunisienne.

En outre, la Tunisie bénéficie d'une base industrielle forte et propice au développement d'une coproduction avec une montée en gamme d'autant plus réalisable que chaque secteur clé abrite des entreprises performantes et innovantes. On peut donc imaginer un futur tissu industriel reposant sur quatre piliers :

- **La croissance** qui doit se traduire à terme par le doublement des exportations des secteurs traditionnels ;
- **L'accroissement de la qualité des produits fabriqués**, seul capable de les faire rivaliser avec ceux des nouveaux concurrents, notamment asiatiques, qui eux aussi bénéficient de coûts de production relativement bas ;
- **La diversification** dans le but de développer les secteurs à forte valeur ajoutée (électronique, automobile, plastiques techniques, TIC...) ;
- **La fertilisation** avec l'apparition d'activités inédites, le fruit de croisements entre plusieurs secteurs industriels. Certaines branches peuvent ainsi donner naissance à d'autres activités très novatrices et favoriser ainsi l'industrialisation.

2. La coproduction au service de la consolidation des filières porteuses en Tunisie

Ce nouveau positionnement stratégique ci-dessus proposé doit tenir compte des forces et opportunités de chacune des filières industrielles tunisiennes.

C'est pourquoi la présente étude s'intéresse notamment aux secteurs à fort potentiel d'évolution technologique :

- Les industries mécaniques, électriques et électroniques (IMEE), secteur historique et dynamique, sous l'impulsion de la mécatronique, de l'automobile et de l'aéronautique, et des investissements réalisés dans des niches à haute valeur ajoutée ;
- Le secteur du textile, habillement, cuir et chaussures, tourné principalement vers l'export et qui pour ne plus se limiter à la sous-traitance à bas coût, devrait s'orienter vers l'innovation, l'excellence opérationnelle et intégrer davantage l'amont (R&D et conception) et l'aval (distribution) de la filière ;
- Les filières de l'industrie chimique (chimie industrielle, plasturgie, pharmaceutique) ; la spécialisation et la R&D constituant les deux leviers principaux du développement de cette industrie « jeune », à fort potentiel de croissance ;
- L'industrie agroalimentaire, qui revêt une importance socio-économique capitale en Tunisie, mais dont les performances restent conditionnées par la mise en place de filières agricoles et agroalimentaires intégrées, territorialisées et durables ;
- Le secteur du numérique, priorité nationale à la fois pour ses impacts directs et indirects sur la production de biens et de services, et dont le développement pourrait permettre de faire de la Tunisie « *le hub digital et leader du nearshoring dans le bassin méditerranéen* » ;
- La filière énergétique ; la sécurisation de l'approvisionnement en énergie constituant une condition préalable pour l'industrialisation du pays. La relance de la production nationale tunisienne, le développement des énergies renouvelables et de l'efficacité énergétique, sont autant d'opportunités pour les investisseurs étrangers.

Or, l'analyse de ces différentes filières révèle un défi essentiel : celui de dépasser le modèle classique des entreprises exportatrices individuelles isolées et souvent familiales, au bénéfice de la constitution de filières et d'écosystèmes associant des entreprises tunisiennes et des entreprises du pourtour Nord et Sud de la Méditerranée, ainsi que l'Allemagne. Cette interdépendance industrielle Nord-Sud, parfois évidente dans certains secteurs et au regard de certaines expériences isolées, doit être encouragée pour faciliter une forte intégration des chaînes de valeur, la création d'emplois, la montée en gamme de l'industrie tunisienne en termes de qualité et d'innovation et enfin, permettre au pays de diversifier ses exportations et de se positionner comme une véritable plateforme entre l'Europe et l'Afrique subsaharienne.

En particulier, avec les partenaires historiques de la Tunisie que sont la France, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne, les conditions sont favorables pour promouvoir un véritable modèle de coopération économique « gagnant – gagnant » fondé sur le partage de la valeur ajoutée, de technologies et de l'innovation. Ce potentiel de coproduction est d'autant plus élevé que la Tunisie met progressivement en place les instruments nécessaires à la modernisation de son tissu industriel et à sa mutation industrielle ; en témoigne le nouveau cadre institutionnel de l'investissement, entré en vigueur en 2017.

INTRODUCTION

L'évolution de la situation économique de la Tunisie, condition sine qua none pour la pérennisation du succès de la transition politique, suscite l'intérêt des acteurs, observateurs et analystes qui se penchent sur cette expérience unique dans le monde arabe.

Ce sont surtout les secteurs industriels qui font l'objet d'une attention particulière. Les efforts de modernisation et de mise à niveau de l'industrie tunisienne ont été nombreux et ont contribué à son évolution, mais à des degrés divers selon les régions, les secteurs et les branches. De fait, le secteur industriel représente un peu moins de 30% du PIB, 85% des exportations de biens et services et emploie le tiers de la population active. Par son importance et son effet d'entraînement sur les autres secteurs, l'industrie demeure bien la base du dynamisme économique et le pivot du développement économique dans son ensemble.

Aujourd'hui, les secteurs industriels laissent apparaître des signes de reprise et un regain d'optimisme, défiant de nombreux indices indiquant que la production industrielle stagne ou connaît un certain repli. Et pour cause, ceux-ci ont un énorme potentiel de création de valeur, possèdent une forte capacité d'innovation et sont surtout porteurs d'une révolution qui va impacter tous les pans économiques et sociaux. Les industries manufacturières à elles seules représentent un potentiel de création de valeur estimé à 10,7 milliards de dinars (4,45 milliards \$) en 2016¹ (soit 15% du PIB au prix du marché et un taux de croissance annuel agrégé de 1%) et interpellent l'ensemble des acteurs économiques quant à leur capacité à se transformer. Leur développement est considéré stratégique, car étroitement lié aux objectifs de création d'emplois², à la consolidation des classes moyennes ainsi qu'à l'émergence de modèles économiques innovants.

Or, l'avenir de l'industrie tunisienne passe par le développement d'une intégration industrielle euro-méditerranéenne. En s'inspirant des modèles de coopération entre le Japon et la Chine, les Etats-Unis et l'Amérique Latine ou l'Allemagne et les PECO, la Tunisie gagnerait à renforcer son positionnement stratégique avec ses partenaires historiques³ que sont la France, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne. L'enjeu, pour la Tunisie, est double : contribuer au développement de chaînes de valeur entre pays du Nord et du Sud de la Méditerranée, et servir de relai pour une meilleure intégration entre l'Europe et l'Afrique. Cela implique un modèle réinventé de partenariat Nord /Sud, avec un vrai partage de la chaîne de valeur (d'où le concept de la coproduction par opposition à la sous-traitance).

Ainsi, la présente étude intitulée « Filières prioritaires pour la coproduction en Tunisie », réalisée par IPEMED Tunisie, en partenariat avec l'IPEMED, ouvre des perspectives pour permettre aux secteurs-clés du pays de bénéficier de ces nouveaux modèles de coopération économique et industriel « gagnant – gagnant », porteurs de croissance, d'innovation, de compétitivité et d'emplois. Elle s'inscrit dans la continuité de la première étude de l'Observatoire de la coproduction portant sur la Tunisie (IPEMED, octobre 2015) et en prolongement d'une étude plus récente sur le rééquilibrage de la balance commerciale en Tunisie (IPEMED, août 2017).

Après un succinct état des lieux de la Tunisie industrielle d'aujourd'hui, le rapport met en évidence les filières industrielles prioritaires : les filières historiques nécessitant une réelle montée en gamme, mais également, les filières dites « intelligentes » basées sur

1 – Données OCDE : La valeur ajoutée mesure la contribution du travail et du capital à la production. La valeur ajoutée par activité décompose la valeur ajoutée totale par secteur, à savoir l'agriculture, l'industrie et les autres activités de service. Les parts de chaque secteur sont calculées en divisant la valeur ajoutée dans chaque secteur par le total de la valeur ajoutée.

2 – Le secteur de l'industrie manufacturière en plus du secteur des mines et énergie en Tunisie contribuent pour 19 % de la population active sur les cinq dernières années (le secteur des services quant à lui contribue pour 52% en moyenne sur la même période).

3 – Les pays du Maghreb notamment le Maroc et la Tunisie offrent un profil relativement complémentaire aux PECO pour l'Union Européenne, et sont assez matures pour pouvoir accueillir des centres industriels sophistiqués.

la technologie et l'innovation rendant de facto l'appui sur le digital incontournable et les activités « vertes » répondant aux préoccupations du développement durable. L'enjeu est de canaliser l'intérêt des industriels et investisseurs européens et méditerranéens, déjà présents en Tunisie, et celui des industriels et investisseurs nouveaux, vers les activités créatrices de valeur, impliquant une plus forte intégration dans la chaîne de valeur. Pour cela, l'étude comprend également plusieurs illustrations réussies de coproduction entre entreprises tunisiennes et étrangères, et une partie dédiée à l'explicitation des catalyseurs actuels de la mutation industrielle du pays.

1. LE SECTEUR INDUSTRIEL EN TUNISIE EST EN PROFONDE MUTATION

1.1 La Tunisie industrielle, aujourd'hui

La Tunisie est, parmi les pays « émergents » du pourtour méditerranéen, celui qui connaît, depuis plusieurs années, une des plus fortes croissances en termes d'activité industrielle, même si elle a connu un ralentissement depuis la révolution de 2011 et peut-être même avant. Cette croissance s'explique par la présence de plusieurs atouts structurels, tels que :

- Sa situation géographique ;
- Ses dispositifs législatifs et réglementaires d'incitation et d'accompagnement pour les investissements industriels ;
- La qualité de son système d'éducation et de formation ;
- La qualification et la compétitivité de ses ressources humaines.

Une économie compétitive

Affirmer qu'à l'échelle africaine et arabe, l'économie tunisienne est l'une des plus compétitives, c'est d'abord souligner qu'elle offre aux entreprises un environnement d'une qualité supérieure à celle de ses principaux pays concurrents. Car elle peut, non seulement s'appuyer sur le niveau d'éducation de sa population active (selon l'Institut de statistique de l'UNESCO, le taux d'alphabétisation s'élève à 96.66%), mais elle a fait aussi preuve d'une réelle rigueur dans la gestion macroéconomique d'avant 2011 ; la qualité de ses institutions publiques n'y étant pas étrangère. Le classement « Doing Business 2017 » la situe ainsi en 77^{ème} position sur 190. Certes, elle a perdu deux places mais, comme le Maroc et l'Algérie, elle a amélioré son score absolu en matière de facilitation des affaires : suite notamment à l'adoption d'une réforme clé pour l'amélioration de son système d'évaluation de la solvabilité des emprunteurs, il est passé de 63,91 à 64,89 points⁴. D'autre part, selon le rapport Bloomberg Innovation Index 2017, la Tunisie occupe la 1ère place en Afrique dans le classement mondial des pays innovants. Un classement dont les critères autorisent quelques espérances : recherche et développement, valeur ajoutée manufacturière, productivité, haute technologie, efficacité du secteur tertiaire, concentration de chercheurs et activité de brevets⁵. A titre de comparaison, le Maroc est au 50^{ème} rang.

Une compétitivité sectorielle

La Tunisie est :

- le 1er exportateur mondial de dattes et d'huile d'olive ;
- le 7e producteur mondial de phosphates et de triple superphosphate ;
- le 8e fournisseur de l'Union européenne et le 5e fournisseur de la France dans le secteur de l'habillement.

4 - « Tunisie, un peu d'espoir » (Magazine de l'Afrique) <http://magazinedelafrique.com/opinion-tunisie-despoir/>

5 - « Tunisie : le nécessaire espoir » (Jeune Afrique) <http://www.jeuneafrique.com/419029/economie/tunisie-nesessaire-espoir/>

Une destination favorable aux IDE

L'investissement étranger en Tunisie ayant débuté dans les années 70, le pays est devenu peu à peu une destination offshore très prisée. Car, si les entreprises étrangères jouissent d'un environnement d'affaires similaire à celui de plusieurs pays du sud de l'Europe, elles y bénéficient d'avantages plus attractifs. Aujourd'hui, plus de 3 350 entreprises étrangères y sont installées, générant plus de 354 000 emplois. Durant l'année 2015, les investissements étrangers (tous secteurs confondus) ont ainsi atteint le montant de 2 366 MDT.

Un réel potentiel pour une montée en gamme⁶

Forte de son passé d'ouverture et de promotion des exportations grâce à la sous-traitance et à la cotraitance, la Tunisie bénéficie d'une base industrielle forte et propice au développement d'une coproduction de qualité. Cette montée en gamme est d'autant plus réalisable que chaque secteur clé abrite des entreprises innovantes. L'analyse des forces et opportunités sectorielles de la Tunisie en matière de coproduction révèle ainsi des secteurs porteurs qu'on peut qualifier d'historiques (TIC, Industrie mécanique, Textile) et d'autres d'avenir (Energies renouvelables, Santé et Pharmaceutique et Agro-industrie).

L'enjeu, pour la Tunisie, est donc de dépasser le modèle classique des entreprises exportatrices individuelles isolées et souvent familiales, au bénéfice de la constitution de filières et d'écosystèmes associant des entreprises tunisiennes et des entreprises du pourtour nord et sud de la Méditerranée, ainsi que l'Allemagne⁷.

Cette interdépendance industrielle nord-sud peut faciliter une forte intégration des chaînes de valeur, la création d'emplois sur place, la montée en gamme en termes de qualité et d'innovation et enfin la perspective de diversification des exportations vers l'Afrique subsaharienne.

S'imposent donc une plus grande consolidation et une meilleure coordination des investissements des partenaires historiques de la Tunisie que sont la France, l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne, tout comme une plus grande ouverture de son économie vers l'Afrique. La Tunisie doit, notamment pour ses partenaires européens, s'affirmer comme l'une des portes d'entrée de ce continent en plein essor économique ; ainsi pourrait-elle pallier l'étroitesse de son marché intérieur.

Un positionnement stratégique

Ce nouveau positionnement stratégique que propose l'IPEMED pour l'industrie tunisienne doit passer par une industrialisation, à l'aide d'une coproduction avec des partenaires européens. Elle doit se fixer pour objectif de faire du pays l'un des cinq premiers hubs euro-méditerranéens. D'où la nécessité de s'appuyer sur le concept de TunisiaIQ⁸, de parier sur l'innovation et la valeur ajoutée, et de renforcer le Back-Office Nearshoring européen des industries et services à forte valeur ajoutée.

6 – Coproduction en Tunisie, Martin FLEURY et al, IPEMED, Octobre 2015

7 – Rééquilibrage de la balance commerciale en Tunisie, IPEMED, août 2017

8 – Cf. « Stratégie et Pilotage de l'Innovation et du développement Technologique en Tunisie », Intervention de M. Sami Zaoui, Associé, Ernst & Young, 14 octobre 2010

Une montée en gamme des filières⁹

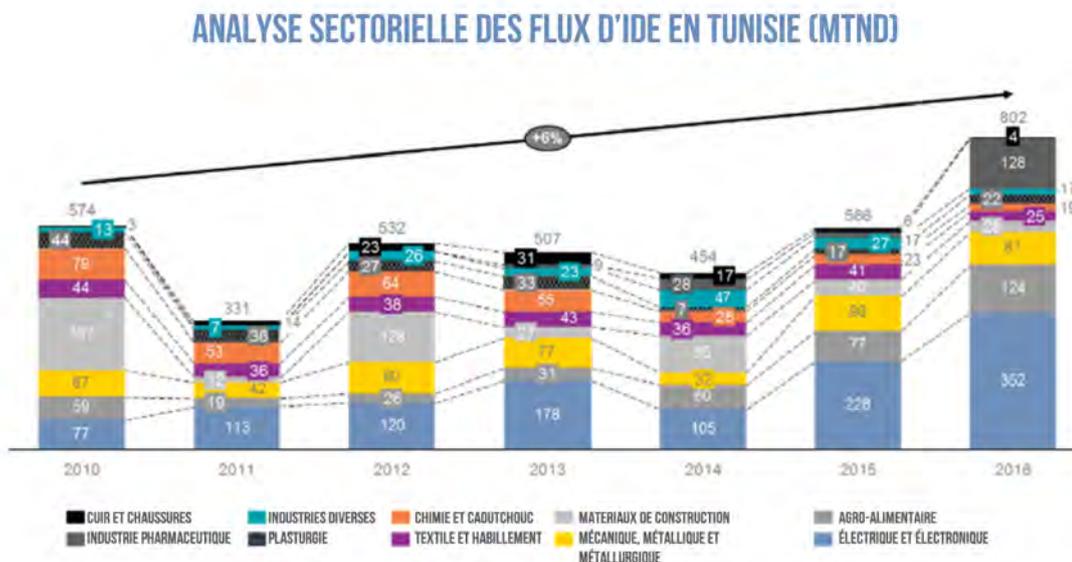
On peut imaginer un futur tissu industriel tunisien reposant sur quatre piliers lui donnant une place originale dans le vaste mouvement d'industrialisation du Sud de la Méditerranée :

- **La croissance** qui doit se traduire à terme par le doublement des exportations des secteurs traditionnels ;
- **L'accroissement de la qualité** des produits fabriqués, seul facteur capable de les faire rivaliser avec ceux des nouveaux concurrents, notamment asiatiques, qui eux aussi bénéficient de coûts de production relativement bas ;
- **La diversification** dans le but de développer les secteurs à forte valeur ajoutée (électronique, automobile, plastiques techniques, TIC, etc.) ;
- **La « fertilisation »** avec l'apparition d'activités inédites, le fruit de croisements entre plusieurs secteurs industriels. Certaines branches peuvent ainsi donner naissance à d'autres activités très novatrices et favoriser ainsi l'industrialisation.

1.2 Analyse des investissements directs étrangers (IDE) en Tunisie

Les investissements directs étrangers (IDE) en Tunisie représentent 10% des investissements productifs et génèrent le tiers des exportations et plus de 15% du total des emplois¹⁰. Selon les Nations Unies (CNUCED), en 2015, la Tunisie a enregistré un stock d'investissement direct pour l'ensemble des secteurs de près de 33 milliards de dollars, soit 75% du PIB. Selon la FIPA en charge de la promotion des investissements tunisiens dans le secteur industriel, le stock d'IDE hors énergie, hors services financiers et hors distribution s'élève à 20 Mds TND (soit 8,2 Mds \$) fin 2015.

Figure 1 : Flux des IDE industriels par secteur entre 2010 et 2016



9 – www.tunisieindustrie.nat.tn n°130-Janvier 2016

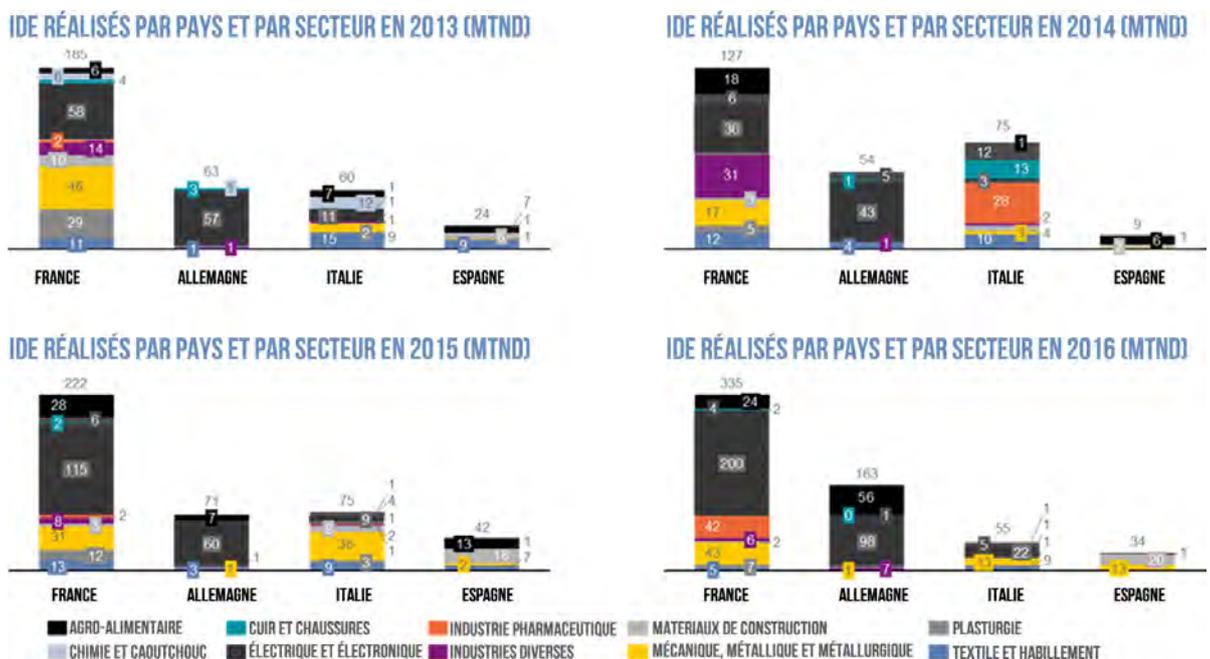
10 – Source : CNUCED, Dernières données disponibles. Jusqu'à 2016.

Les flux d'IDE en direction des secteurs industriels représentent traditionnellement un quart des flux d'IDE, et ont augmenté de 42% en 2016 par rapport à l'année 2015. La répartition sectorielle de ces IDE montre une orientation nette vers le secteur de l'électricité et de l'électronique avec notamment une montée en puissance du secteur de l'automobile et de l'aéronautique, du secteur mécanique, métallique et métallurgique et du secteur agroalimentaire. La part des IDE dans le secteur chimique reste marginale et celle du secteur du textile en repli ; ce dernier devenant de moins en moins attractif.

En 2016, la Tunisie a hébergé 375 projets d'IDE dans le secteur industriel. Les créations d'emplois liées à ces IDE ont, quant à elles, augmenté de 8% par rapport à l'année 2015. Ce bilan positif laisse augurer une importante marge de progression pour l'avenir.

Le flux d'investissement est particulièrement important en provenance de l'Union Européenne (UE) qui reste de loin le premier investisseur étranger en Tunisie. En 2016, la France est ainsi le premier investisseur avec 335 MDT (140M\$) soit 57% du flux d'investissements étrangers de l'Union Européenne, suivie par l'Allemagne avec 28%, l'Italie et l'Espagne avec des parts respectives de 9% et 6%. Les investissements européens se concentrent dans les secteurs électrique et électronique (la France et l'Allemagne et dans une moindre mesure Italie et Espagne), industrie mécanique, métallique et métallurgique (France et Italie), agroalimentaire (la France dans une moindre mesure que l'Allemagne) et pharmaceutique (France).

Figure 2: Flux des IDE réalisés par les 4 pays de l'UE



SOURCE : SOURCE : FIPA, ANALYSE EQUIPE DE L'ÉTUDE

Ainsi, au regard de l'analyse des IDE, le secteur industriel demeure un important vecteur de développement et de croissance surtout avec les pays de l'UE. Ils doivent permettre une meilleure intégration de l'appareil productif sur les deux rives de la Méditerranée, avec pour conséquence un accroissement des échanges commerciaux bilatéraux, profitant aux exportations tunisiennes. Encore faudrait-il encore encourager la diversification des investissements vers d'autres segments de production et de nouvelles activités industrielles (c'est le cas notamment pour l'ensemble de l'industrie chimique, l'industrie pharmaceutique et agroalimentaire etc.).

Cette logique de conquête industrielle, visant à se rapprocher de secteurs porteurs, nécessite d'abord la compréhension des nouveaux enjeux du secteur industriel en Tunisie.

1.3 Perspectives d'évolution du secteur industriel

1.3.1 Montée en gamme des activités créatrices de valeur

Demeurent encore en Tunisie des activités à faible valeur ajoutée qui sont souvent sous-exploitées. Dans ce cadre, l'activité de sous-traitance est souvent le métier industriel le plus exporté et les donneurs d'ordre sous-traitent à des entreprises tunisiennes les tâches les plus répétitives et disqualifiées du processus. Les activités délocalisées en Tunisie reposent souvent sur la fabrication pure, plutôt que sur les phases de R&D et de conception de produits. L'industrie automobile et du textile sont, à titre exemple, essentiellement concentrées sur l'assemblage et la confection.

Le repositionnement des secteurs est alors nécessaire et tendra à déplacer la valeur ajoutée des activités industrielles vers l'amont (R&D, conception) et l'aval (livraison, service-après-vente, maintenance) du processus de fabrication proprement dit. Ceci permettra de résister face à la tendance à la stagnation de la production et la régression des investissements dans les industries à faible valeur ajoutée, et donc à l'essoufflement des exportations¹¹.

1.3.2 Synergies et intégrations de la chaîne de valeur

Le deuxième challenge est de réduire l'atomisation sectorielle et de créer un écosystème industriel mieux intégré. La mutualisation des ressources et l'intégration des maillons de la chaîne de valeur peuvent constituer de véritables atouts compétitifs pour les industriels en les hissant à un plus haut niveau, en termes de qualité, de produits et de services. D'où la nécessité de développer des clusters, technopoles ou districts industriels spécialisés et intégrés¹².

Cette intégration vertueuse d'un nouveau genre vise à démultiplier l'investissement dans des secteurs se trouvant au carrefour de différentes filières telle que la mécatronique (regroupant à la fois, l'électrique, l'électronique et la mécanique). Elle permettra, en outre, de monter en valeur dans des filières à forte technologie à savoir l'automobile et l'aéronautique (mettant en synergie la mécanique, l'électrique, l'électronique, la plasturgie et le textile) et d'améliorer les achats de produits et de services auprès d'acteurs locaux.

Bien que d'autres pays concurrents de la Tunisie aient pris de l'avance sur ce chemin et malgré un retard certain du cadre global d'incitation à l'investissement, certaines initiatives privées commencent à prendre forme. Certains groupes tunisiens, actifs dans la mécatronique pour l'industrie automobile, se lancent dans le *manufacturing* de composantes fortement intégrées, en capitalisant sur le savoir-faire de leurs propres filiales spécialisées et leur proximité avec leurs clients finaux.

Ceci permet de se dégager du risque accru de la concurrence – notamment asiatique – sur la fabrication de composantes isolées (en « stand alone ») mais également de se positionner sur un produit d'appel à forte valeur ajoutée, et donc à plus forte rentabilité et visibilité pour l'industrie locale.

11 – Pour le cas du secteur du textile, habillement cuir et chaussures

12 – Voir à ce propos : Perspectives économiques en Afrique 2017, BAD, OCDE, PNUD, 2017, p.236

1.3.3 Emergence de nouvelles activités

Pour créer une nouvelle dynamique industrielle, il faut imaginer l'investissement dans de nouvelles filières non encore initiées. Une attention particulière devra être portée à certaines catégories plus fines des grandes branches ainsi qu'à des niches industrielles à ADN jeune telles que la chimie fine, la parachimie comme sous branches de la chimie.

Cette démarche participe, également, à absorber les problématiques de surplus de production à travers l'industrie de la transformation primaire. Elle constitue, par ailleurs, une réponse aux attentes, usages et aspirations du client pour de nouveaux produits (tels que les produits biologiques, diététique, cosmétiques, etc).

Au même titre que l'intégration de la chaîne de valeur, le positionnement sur les « niches » permet des avantages compétitifs indéniables :

- Un moindre risque de concurrence : la forte/fine spécialisation ou le positionnement sur un segment de marché très spécifique diminue fortement la pression concurrentielle, rien qu'au regard du nombre d'acteurs ;
- Un positionnement pricing plus « défendable » : le positionnement de « niche », qu'il soit par un produit de luxe/haut de gamme ou par un produit à très forte spécificité technique/fonctionnelle, est en soi un vecteur de très haute valeur ajoutée, qui justifie un positionnement *pricing* plus libre (généralement tiré vers le haut).

1.3.4 Intégration des innovations technologiques¹³

La révolution digitale n'est plus fictive, elle n'est même pas imminente, c'est une réalité. Elle bousculera nos habitudes, façonnera de nouveaux paradigmes comportementaux, et transformera profondément nos interactions avec notre écosystème. En particulier et en premier lieu, elle impactera toutes les dimensions de l'activité économique.

La vitesse de propagation de l'information et sa facilité d'accès imposent en effet de nouveaux modes d'interaction avec toutes les parties prenantes, fournisseurs et clients, mais aussi actionnaires, investisseurs et citoyens. Les entreprises sont confrontées à la nécessité de repenser leurs produits, leurs services, leurs modèles économiques et la façon dont elles servent leurs clients ou dont elles conçoivent l'expérience client.

La digitalisation de l'entreprise est devenue un enjeu majeur. La transformation digitale est un processus complexe impliquant différentes fonctions de l'entreprise. Réussir sa transformation digitale, c'est savoir courir un marathon à la vitesse d'un sprinteur : engager des changements profonds et tirer tous les bénéfices d'un rythme effréné d'innovation.

Loin d'en être épargnée, l'industrie manufacturière (mais pas que) est sur le front de la bataille de la transformation digitale :

- 52% des compagnies listées à Fortune 500 en 2000 ont disparu à cause des impacts du digital ;
- D'ici 2020, plus de 2 milliards d'emplois seront redéfinis avec un impact de relocalisation à cause des transformations technologiques ;
- Les projets pilotes de « Smart Factory » génèrent de 10% à 15 % de réduction du coût de production et entre 2 et 10% de gains en chiffres d'affaires.

L'enjeu pour l'industrie actuelle est considérable, voire vital : s'adapter ou disparaître, probablement en beaucoup moins de temps que par le passé. L'équation pour les industriels est à inconnues multiples :

- Comment développer une innovation ouverte et l'industrialiser ?
- Comment simplifier radicalement les modèles opérationnels en révolutionnant l'expérience des clients et celle des collaborateurs ?
- Comment adapter les outils industriels et en augmenter la performance ?
- *Last but not least*, comment repenser les organisations et le leadership et engager tous les collaborateurs pour développer une véritable intelligence collective du digital ?

A titre d'exemple, l'industrie de l'impression 3D générera des revenus de plus de 21 milliards de dollars en 2020, avec les impacts que l'on peut imaginer sur les politiques de maintenance, les coûts industriels et les nouveaux *business models* qui en émergeraient.

La Tunisie en tant que destination industrielle et partenaire de choix dans une stratégie de coproduction Nord-Sud doit se préparer et faire de « l'Industrie 4.0 » un des axes majeurs de ses efforts de développement et d'investissement. Quand 61% des dirigeants allemands fixent des feuilles de route « Industrie 4.0 », cela ne peut que souligner l'urgence pour la Tunisie d'adapter rapidement son système d'éducation et de formation aux métiers de demain, de davantage connecter les milieux de la recherche et de l'innovation avec celui de l'industrie, de mettre à niveau son infrastructure technologique, et enfin, de préparer le cadre institutionnel et juridique face à ces mutations futures¹⁴.

2. FILIÈRES PRIORITAIRES POUR LA COPRODUCTION

2.1 Qu'est-ce que la coproduction et pourquoi la coproduction ?

La coproduction signifie le « *développement conjoint d'une chaîne de valeur, intégrant au moins un partenaire du Sud et un partenaire de la rive Nord, et engageant les investissements dans la durée*¹⁵ ». Le partenariat Nord/Sud pour être gagnant-gagnant et durable doit impliquer le transfert de technologies et le partage de la valeur ajoutée. Cela ne peut se faire qu'avec des pays voisins dont les économies sont complémentaires (USA/ Mexique), (Chine/Malaisie), (Allemagne/Pays de l'Est).

La distance de 2000 à 3000 kms entre des éléments d'une même chaîne de valeur est importante à respecter pour assurer le contrôle de la qualité des différents segments. L'étude de l'IPEMED sur le nécessaire rééquilibrage de la balance commerciale montre que les principaux fournisseurs et clients de l'économie tunisienne se concentrent dans le bassin méditerranéen et particulièrement, dans la Méditerranée occidentale.

Or pour faire de la coproduction Nord/Sud, il faut commencer en amont par identifier les filières les plus propices à un partenariat industriel « gagnant-gagnant » entre les opérateurs économiques tunisiens et ceux issus des autres pays de l'espace considéré¹⁶. Tel est bien l'enjeu qui, dans le cadre d'une économie de plus en plus ouverte, se présente à la Tunisie.

Pour accroître sa compétitivité, la Tunisie est nécessairement amenée à moderniser tout son tissu industriel. Pouvoirs publics et acteurs économiques doivent aussi, en tablant sur les nouvelles technologies, privilégier la recherche d'une plus grande attractivité de leur pays. Il ne s'agit plus de se contenter de gains de compétitivité dans le secteur industriel, il faut aussi attirer de nouvelles activités productives désirant s'appuyer sur ce type de technologies novatrices. C'est dire que le pays doit absolument se positionner dans le cadre de cette nouvelle industrie 4.0. C'est aussi souligner que toute activité industrielle doit aborder ce virage. A la fois les fondamentaux de l'industrie tunisienne et ceux du pays dans son ensemble s'y prêtent bien.

Du côté des industriels et investisseurs européens, l'opportunité est bien là : celle de s'appuyer sur leurs partenaires tunisiens et sur les capacités qu'offre la Tunisie, pour gérer au mieux leur transformation industrielle, notamment en faisant appel à la robotisation, en connectant leurs usines et en gérant les big data, mais aussi en exploitant le potentiel d'activités, aujourd'hui non encore initiées ou peu exploitées. Nombreuses sont les filières et activités qui, déjà mises en avant dans nos études précédentes sur la Tunisie, peuvent répondre à cette exigence de coproduction.

15 - [http://www.ipemed.coop/adminIpemed/media/fich_article/1437124186_Observatoire%20%20Rapport%20macro%20\(BD\)%20-%20juin%202015.pdf](http://www.ipemed.coop/adminIpemed/media/fich_article/1437124186_Observatoire%20%20Rapport%20macro%20(BD)%20-%20juin%202015.pdf). Voir également « Convergence en Méditerranée », Guillaume Mortelier et Maurizio Cascioli, IPEMED, 2010

16 - Dans le cadre de l'Observatoire de la coproduction piloté par l'IPEMED, seuls les pays suivants font pour l'instant l'objet d'un examen précis : Algérie, Egypte, Jordanie, Liban, Maroc, Tunisie, Turquie et Allemagne, Espagne, France, Italie.

2.2 Les critères de sélection des filières prioritaires

La sélection des filières prioritaires pour la coproduction a été effectuée au travers d'une démarche prospective qui inclut l'analyse de l'offre et de la demande afin de cibler les opportunités à fort impact sur le consommateur et prend en compte les perspectives d'évolution technologique dans le secteur et/ou la filière. En relation avec les points développés précédemment, les filières sélectionnées répondent à un ou plusieurs critères suivants :

- Permettre un repositionnement au niveau d'un maillon de la chaîne de valeur à forte valeur ajoutée ;
- Favoriser une intégration plus forte en amont ou en aval de la chaîne de valeur ;
- Explorer des activités non encore initiées et/ou sous-exploitées telles qu'elles ressortent de l'analyse sectorielle opérée.

Les filières prioritaires de coproduction présentent toutes l'avantage de contribuer à l'équilibre de la balance commerciale de l'économie tunisienne comme le montre la récente étude de l'IPEMED intitulée « Le rééquilibrage de la balance commerciale en Tunisie dans une perspective d'industrialisation et de coproduction au sein de l'espace euro-méditerranéen » complémentaire à celle-ci.

2.3 Les filières prioritaires

Notre analyse nous conduit à l'identification des filières suivantes que nous considérons prioritaires pour des projets d'investissement en coproduction en Tunisie.

2.3.1 L'industrie automobile

L'industrie mécanique, électrique et électronique (IMEE) fortement liée à l'industrie automobile (mais aussi aéronautique) représente l'une des composantes majeures de l'économie tunisienne, contribuant à hauteur de 5% du PIB au prix du marché (soit 33% des valeurs ajoutées du secteur des industries manufacturières) et de 45% des exportations totales¹⁷. Le secteur de l'IMEE comporte plus de 1 000 entreprises¹⁸ dont 30% sont dédiées au secteur de l'automobile. Il contribue pour 23% de la population active dans le secteur industriel soit près de 150 000 personnes en emplois directs.

Le flux des IDE dans le secteur des industries électriques et électroniques pour l'année 2016 s'élève à 352 MDT (147 M\$) et est égal à 81 MDT (34 M\$) dans le secteur des industries mécaniques et métallurgiques durant la même année, attirant pour l'ensemble 54% des flux d'IDE dans le secteur industriel tunisien¹⁹. Les taux de croissance pour les deux secteurs sont respectivement, de 26% et 14% sur les cinq dernières années²⁰.

17 - Les exportations du secteur Mécanique & électronique, sont passées de 7 086 MDT en 2010 (2 952 M\$) à 12 131 MDT (5 055 M\$) en 2016 (source FIPA).

18 - Le secteur compte plus de 1 000 entreprises dont 606 entreprises à participation étrangère, 440 entreprises totalement exportatrices.

19 - Les secteurs des IEE et IMM occupent respectivement les 1^{ère} et 4^e places des investissements directs étrangers dans le secteur des industries manufacturières.

20 - Le flux des IDE dans le secteur électrique et électronique a augmenté de 54% entre 2015 et 2016 avec d'importants investissements dans les composants électroniques, principalement du matériel électrique pour moteurs et véhicules. Ces investissements proviennent de France (6 entreprises) et d'Allemagne (2 entreprises), d'après la FIPA.

La mécatronique, l'automobile et l'aéronautique, mettant en synergie les activités de l'IMÉE, sont le fer de lance de ce secteur. Cette synergie de croissance est d'autant plus importante qu'elle s'accompagne, avec l'avènement de véhicules de haute technologie (i.e. électriques, connectés, assistés, autonomes, etc.), d'une montée de gamme dans la production et amorce la migration du secteur vers des activités à haute valeur ajoutée d'*engineering*, de conception et de développement.

Par ailleurs, si la puissance novatrice du secteur de l'IMEE donne matière aux filières traditionnelles, à savoir l'automobile et l'aéronautique à se transformer, intégrer les chaînes de valeur et améliorer l'efficacité de leurs opérations, il fait, également, ressortir des niches à hauts potentiels technologiques tels que les systèmes microélectroniques (MES), les domotiques, la production de semi-conducteurs, la plastronique et l'immatique²¹.

En ce qui concerne l'industrie automobile, la Tunisie est l'un des plus grands pays producteurs de composants automobiles en Afrique avec 267 entreprises dédiées à cette filière. On y compte 110 entreprises dans la branche électrique dont 93% sont totalement exportatrices (à noter que parallèlement seulement 30% des entreprises de la branche mécanique sont totalement exportatrices)²².

La répartition des activités des entreprises totalement exportatrices du secteur se présente comme suit : fils, câbles et faisceaux de câbles (45%), composants électroniques (22%), composants plastiques (16%).

Le pays possède une large expérience dans la fabrication industrielle et une structure solide d'entreprises tunisiennes spécialisées dans l'équipement automobile. Plusieurs pistes sont aujourd'hui considérées et doivent permettre l'accroissement et la montée en gamme des investissements dans cette filière :

- Le développement de l'industrie de fabrication de composants automobiles, ce qui rejoint les résultats d'une étude sur « le développement de l'écosystème de l'automobile en Tunisie » réalisée dans le cadre du partenariat tuniso-allemand²³. Cette dernière souligne la nécessité pour la Tunisie d'obtenir un fabricant d'équipement d'origine (FEO) pour maintenir voire améliorer sa compétitivité à l'échelle mondiale en tant que destination attractive pour le secteur de l'équipement automobile.
- L'intégration des phases de recherche & de développement et de conception dans la chaîne de valeur.
- Le renforcement des relations économiques tuniso-allemandes dans le secteur. À noter qu'avec 29 entreprises, l'Allemagne est le premier investisseur étranger dans le secteur, en Tunisie et assure 30 000 postes d'emplois.
- La mise en place de clusters, par exemple dans l'électrique et l'électronique, qui pourrait répondre à l'importante croissance des systèmes électriques et électroniques dans les véhicules. En 2050, plus de la moitié des véhicules seront équipés de systèmes d'électrification autres qu'un moteur à combustion²⁴. De plus, le développement de la coopération inter-cluster, en opérant un croisement des filières et en mettant à profit la compétitivité des filières de textile technique, cuir, plastique et matériaux composites, pourrait s'avérer également source d'innovation.
- Un positionnement intelligent pour profiter de l'embellie de développement du secteur de la construction automobile au Maroc. Les sources des importations marocaines pour

21 – Quelle stratégie industrielle de la Tunisie à l'horizon 2015 ? Le courrier de l'industrie, Janvier 2016, Revue éditée par l'Agence de Promotion de l'Industrie et de l'Innovation

22 – CAT 2012 : Carrefour d'affaires et de technologies 2012

23 – Financée par le Ministère fédéral allemand de l'Economie et de l'Energie, par des experts allemands, en coopération avec le Ministère de l'Industrie et du Commerce, la Tunisian Automotive Association et l'AHK Tunisie. La recherche s'est appuyée sur une enquête réalisée auprès de 192 entreprises tunisiennes et internationales actives dans ce domaine. Les experts allemands n'ont pas seulement examiné le statu quo du secteur et les facteurs motivants à s'implanter en Tunisie, mais également les opportunités suite à l'évolution technologique anticipée du secteur durant les prochaines années.

24 – <https://www.espacemanager.com/une-strategie-pour-le-developpement-du-secteur-de-lequipement-automobile-en-tunisie.html>

les besoins du secteur se diversifient : initialement, 93% des importations provenaient de l'Europe (France, Espagne, Allemagne, Italie). Désormais, les importations provenant des Etats-Unis vers le Maroc évoluent au rythme de +54% par an, celles provenant de Turquie évoluent à hauteur de 36% par an. Ceux provenant de Tunisie évoluent également à concurrence de 30% par an.²⁵

- L'ouverture vers les marchés européens et africains. Nous notons une percée des investissements asiatiques en Tunisie dans la filière de l'industrie automobile. Récemment, des implantations d'un constructeur automobile chinois (cf. encadré suivant) et d'un constructeur indien « Mahindra²⁶ » se sont concrétisées, et ont vocation à tirer profit du positionnement géostratégique de la Tunisie.

Partenariat entre Economic Auto et Foton Motors

Un contrat de partenariat portant sur la production et la commercialisation en Tunisie ainsi qu'en Afrique de véhicules utilitaires et légers a été signé entre le groupe Loukil à travers Economic Auto filiale de sa holding UADH, et Foton Motor Group. L'unité de montage sera construite par Economic Auto sur un terrain d'une superficie de 10 hectares dans la zone industrielle de Metbasta dans le gouvernorat de Kairouan et emploiera environ 400 personnes. Ce site de production devrait être opérationnel fin 2018. L'objectif est de faire de la Tunisie une plateforme de production et de logistique pour la distribution en Afrique.

En attendant, Economic Auto compte exploiter un site qu'elle détient à Ben Arous pour y installer sa première chaîne de montage de pickup Tunland (4x4 et 4x2). Le début de production à Ben Arous est prévu pour septembre 2017, pour une capacité de 1.000 à 1.500 véhicules au démarrage et la création de 150 emplois. La production évoluera après selon la demande sur les marchés tunisien et africain. A Kairouan, il est prévu d'installer des chaînes de montage pour des MPV, SUV, véhicules utilitaires et monospace dans un premier temps, notamment les modèles Gratour Sauvana, puis d'étendre la gamme aux mini bus 9 places et Minivan CS2. Ainsi, Economic Auto table sur l'augmentation de sa capacité, pour atteindre au moins les 5.000 véhicules vendus sur le marché tunisien.

Cette usine a pour vocation de servir de plateforme pour couvrir les marchés africains, et en premier lieu, les pays du Maghreb et ceux du COMESA (Common Market for Eastern and Southern Africa). Le taux d'intégration sera au démarrage de 25 à 28%, pour atteindre ensuite 42% afin d'obtenir le certificat d'origine Tunisie, ce qui facilitera l'export vers ces pays.

Les véhicules produits et commercialisés en Tunisie seront homologués à l'international et notés Euro 4 (normes européennes d'émission) en plus de l'homologation réalisée en Tunisie par l'agence technique des transports terrestres.

Source : « Le groupe Loukil annonce la création d'une unité de montage de véhicules utilitaires et légers Foton Motor », Business News, 11 mai 2017

25 – FLANDERS INVESTMENT & TRADE MARKET SURVEY Le secteur de l'Automobile au Maroc Un secteur en pleine expansion, 2015

26 – <http://www.mahindra.com/news-room/press-release/1383131845>

2.3.2 L'industrie aéronautique

L'industrie aéronautique est aussi un domaine d'application privilégié de l'IMEE en Tunisie avec un appui fort des pouvoirs publics. La filière en Tunisie emploie plus de 13 000 personnes, ses exportations s'élèvent à 700 MDT (292 M\$) en 2016, majoritairement à destination des pays de l'UE. La volonté affichée des autorités tunisiennes, en synergie avec les industriels concernés et le GITAS*, est d'œuvrer au développement d'une *supply chain* intégrée de l'aéronautique tunisienne.

L'industrie aéronautique est caractérisée par une hyper spécialisation de ses métiers nécessitant un grand savoir-faire. Les entreprises opérant en Tunisie, dans cette filière, ont permis le transfert des compétences dans le domaine et une montée de gamme au niveau²⁷ :

- de l'ingénierie : développement de logiciels, composants électroniques²⁸ ;
- de la production : système électrique et câblage, matériaux composites, fonderie et usinage mécanique, tôlerie fine, assemblage d'avions, pièces en plastique, traitement de surfaces²⁹, etc. ;
- des services : réparation moteur, transformation et modification, maintenance et autres services³⁰.

L'industrie de l'aéronautique en Tunisie est en plein essor. L'émergence d'un pôle aéronautique d'envergure internationale à M'Ghira en témoigne (pour un investissement de 3MDT, il s'agit d'une plateforme industrielle intégrée, qui s'étend sur une superficie dépassant les 200 hectares).

L'industrie aéronautique s'est développée au rythme de 20% par an au cours de la dernière décennie. Les segments de croissance sur les prochaines années sont nombreux et incluent :

- le montage électrique (convertisseurs, chargeurs de batterie, éléments bobinés, transformateurs électriques, instruments de mesure,...) ;
- les faisceaux de câbles (câblage, assemblage de sous-ensembles,...) ;
- la mécanique (pièces de fonderie en alliage spéciaux, nickel et inox, mécanique de précision) ;
- la tôlerie fine (assemblages structureux, rivetages structural, mise en forme,...)
- l'assemblage d'avions ;
- le plastique (injection de thermoplastiques techniques, entretien et maintenance des moules, câblage filaire,...) ;
- le traitement de surface (chromatation chimique de l'aluminium, oxydation anodique sulfurique,...) ;
- logiciels (logiciels embarqués pour calculateurs, simulateurs d'équipements avioniques,...).

27 – Certaines ont d'ores-et-déjà mises en place une véritable stratégie de coproduction, à l'instar de la filière de Safran Morpho en Tunisie. Citée in Coproduction en Méditerranée : Illustrations et recommandations, Maxime WEIGERT, IPAMED, 2014

28 – Les principaux acteurs dans ce domaine sont TELNET, AEROCONSEIL, ALTRAN, SOGECLAIR... ;

29 – Les leaders en la matière sont : STELIA, AD INDUSTRIE, AEROSTANREW, AGBI, ASTF, CORSE COMPOSITE, EUROCAST, HUTCHINSON, LACROIX ELECTRONICS, MAP, MECAHERS, SEGNERE, TECHNIPROTEC METAL, VIGNAL ARTRU, ZODIAC AEROSPACE...

30 – Les opérateurs sont THALES, TUNISAIR TECHNICS, SITA, SABENA TECHNICS

La Tunisie, une destination prisée des géants de l'aéronautique mondiaux : le cas de Stelia Aerospace

Stelia Aerospace (Filiale d'AIRBUS) s'est implantée en Tunisie en 2009 en concevant un parc industriel s'étendant sur environ 15 000 m². Stélia est spécialisée dans l'assemblage de sous-ensembles spécifiques pour Airbus. Lors de sa réimplantation en Tunisie, STELIA a eu un effet d'entraînement pour les fournisseurs et a permis de créer un centre pilote au niveau des recherches.

Stelia Aerospace Tunisie fédère, au sein d'un parc de 20 hectares, 6 partenaires incluant Figeac Aero (usinage), Corse composite Aéronautique (composite), Mecahers (tôlerie), Mecanyvois (outillage), Mecaprotec (traitement de surfaces), Blondel (logistique). Stélia Aerospace couvre ainsi toute la supply chain. Le site tunisien de Stélia a récemment produit plusieurs pièces métalliques de la pointe avant du Beluga XL, dernier gros porteur d'Airbus.

Evada Aircraft S.A. société détenue par l'américain PM&E et par la société de portefeuille suisse Mundus Capital Invest, produit et commercialise en Tunisie des avions ultra légers de deux et quatre places. La société est opérationnelle depuis mars 2013 et travaille depuis février 2016 sur le prototypage d'aéronefs amphibies de quatre places « EVADA A2 » et « EVADA A4 », produits en fibre de carbone et destiné à être commercialisés au sein des marchés canadien et américain en 2017.

L'entreprise située en Tunisie espère obtenir un minimum de 100 commandes lors de la première année de commercialisation de ses avions et aspire à exporter ses produits sur à travers le monde.

Evada Services S.A.R.L. est une compagnie de services aériens basée à Sousse et spécialiste du traitement agricole aérien (pulvérisation de cultures par les airs) et de l'affichage de médias publicitaires dans les airs.

Sources :

<http://afrique.le360.ma/tunisie/economie/2016/07/09/3707-tunisie-evada-aircraft-va-construire-des-avions-amphibies-4-places-3707>

<http://www.aerotunisie.com/249-formation-8/evada-aircraft-premier-avion-tunisien-quadriplace>

<http://www.pme-holding.com/test/file07.php> – Affiliation et participation

Avionav

Avionav est un constructeur aéronautique tunisien situé à Borjine (Sousse) et dont la société a été constituée en 2005. Avionav conçoit et produit des avions à ailes hautes et à deux places destinés aux sociétés de travail aérien, au pilotage de loisirs ainsi qu'aux centres de formation. Les appareils de l'entreprise sont principalement exportés vers des pays tels que la France, la Belgique, le Pakistan et l'Iran.

Le modèle produit par la compagnie est certifié aux Etats-Unis et est utilisé par ces derniers au sein d'une flotte destinée à la surveillance aérienne.

En 2014, le constructeur a conclu une collaboration technique avec l'avionneur italien Next Aircraft, et ce pour la production de châssis pour planeurs ultra-légers motorisés et destinés au marché européen. Les deux constructeurs envisagent le développement conjoint d'un nouveau modèle à aile basse et la production de pièces supplémentaires par Avionav, et ce pour le compte de Next Aircraft.

Avionav entend se développer en diversifiant sa gamme de produits et se lancer dans la conception et la production d'hydravions à quatre places avec la société américaine Aircraft Design.

Sources :

<http://avionav.tn/about/> - constitution société 2005

<http://avionav.tn/nos-produits/> - Produits Avionav

<http://www.kapitalis.com/kapital/27103-sousse-avionav-signé-un-contrat-avec-l'avionneur-italien-next-aircraft.html> - Développement de la collaboration Avionav - Next Aircraft

http://www.econostrum.info/L-export-donne-des-ailes-au-Tunisien-Avionav_a20123.html - Projets futurs Avionav

Yamaichi Electronics concrétise son plan de croissance en Tunisie à travers la construction d'un atelier relai au sein de la Technopole

Yamaichi Electronics Tunisie SARL est une société totalement exportatrice créée en 2007 à Sousse (initiative encouragée par la chambre tuniso-allemande) avec un investissement initial de 200 k€. Elle est un acteur local dans l'Engineering : conception, design et test de nouveaux produits (La vente et la production se font en Allemagne). Elle compte près de 39 employés dont 34 ingénieurs spécialisés dans le domaine de la conception électronique et mécanique et enregistre à son titre 4 à 5 brevets déposés les deux dernières années par le centre de Sousse (Brevets déposés également en Allemagne).

Rappelons que Yamaichi Worldwide est une multinationale d'origine japonaise fondée en 1956 avec deux sièges à Tokyo et à Munich. Elle opère dans le domaine de fabrication de composants de systèmes électroniques destinés aux applications les plus exigeantes (connecteurs, circuits imprimés, etc.), dont les 2/3 est pour des multinationales (Bosh, Cisco, Siemens,...). Elle compte 2 centres de *design* : un à Munich et l'autre à Sousse pour répondre aux besoins du marché européen (65% ingénieurs à Sousse).

Parmi les avantages qui ont facilité l'implémentation, le dirigeant de Yamaichi Electronics Tunisie cite l'emplacement géographique stratégique de la Tunisie permettant des visites très fréquentes au bureau de Munich, l'accès aux nouvelles technologies de communication et au très haut débit dans le pays ainsi que l'existence des ressources humaines qualifiées (les ingénieurs, bien formés, maîtrisent l'anglais). Il soulève par ailleurs un certain nombre de besoins en produits et en services rares à savoir les services de maintenance industrielle et ceux de prototypage mécanique de précision en acier.

2.3.3 Textile, habillement, cuir et chaussures

L'industrie du textile, habillement, cuir et chaussures est l'un des secteurs phares de l'industrie tunisienne tournée principalement vers l'export et contribuant à hauteur de 22% des exportations totales en 2016. Le secteur repose sur 2 412 entreprises (nombre de PMGE en 2015), dont 1 750 exclusivement exportatrices. Il contribue pour 19% dans la valeur ajoutée et emploie 37% de la population active dans le secteur industriel soit près de 235 000 personnes en emplois directs.

Les flux d'IDE dans le secteur du textile, habillement, cuir et chaussures pour l'année 2016 s'élèvent à 25 MDT (11 M\$) soit 3% des flux d'IDE dans le secteur industriel tunisien. Le taux de croissance moyen des IDE dans le secteur est de - 7% sur les cinq dernières années. Le secteur était historiquement basé sur des activités à faible valeur ajoutée, et axé principalement sur la fabrication du textile (1 555 GPME sur un total de 2 412 GPME en 2015).

L'industrie du textile, qui a connu un essoufflement au niveau de la production et par conséquent un déclin des exportations, a perdu de son attractivité face aux investisseurs étrangers, et ce malgré les avantages classiques de proximité à l'Europe, des compétences disponibles sur le marché et de la main d'œuvre à bas coût.

Pourtant, la relance du secteur est à l'œuvre depuis une décennie. A la fois les entreprises européennes et les opérateurs tunisiens dans ce secteur doivent reconsidérer leurs stratégies en misant sur un partenariat plus intensif que celui construit dans le passé et qui a désormais montré ses limites. Il s'agit d'aligner leur partenariat avec les enjeux futurs du secteur sous forme d'une véritable coproduction avec la montée en gamme et l'exploitation de niche.

Le secteur est désormais tiré par la demande des consommateurs et des distributeurs. Face aux premiers, les opérateurs doivent intégrer une vision des mutations de la consommation, et donc du goût et des habitudes du client final pour l'orientation de leurs nouvelles productions. Face aux seconds, le secteur doit s'approvisionner et distribuer massivement et efficacement surtout avec l'apparition du commerce par internet.

Les pistes d'évolution de cette industrie s'articulent donc autour de :

- **l'intégration de la distribution** (des chaînes de la grande distribution, avec leur puissance d'achat, leur stratégie jouant sur les grands volumes et les bas coûts) et ce, à travers la création de plateformes logistiques, afin d'optimiser l'approvisionnement en matières premières ainsi que la distribution des produits ;
- **l'innovation** à savoir l'intégration en amont de nouvelles activités (tissage, finissage et enduction, ignifugation, imperméabilisation), la préparation de fibres textiles, la filature et la production de textiles techniques destinés aux industries automobile, aéronautique, de santé ainsi que la démultiplication d'une offre en géotextile pour les grands projets d'infrastructures du Maghreb ;
- **l'excellence opérationnelle** : un prérequis dans toute industrie, mais un nouveau territoire à conquérir et à appliquer à la chaîne logistique du textile ;
- **la création de valeur** à travers l'intégration en amont (R&D et conception) afin d'adapter l'offre de produits aux spécificités locales ainsi qu'à la demande émanant des pays étrangers et la diversification des offres de produits à concevoir et à produire.

Dans le secteur textile, habillement, cuir et chaussure, les relations entre clusters ou entre « districts » industriels, avec l'Italie et le Nord de la France, pourraient permettre l'identification d'opportunités de coproduction.

T.T.S au cœur des analyses et essais textiles, textile technique, cuir et chaussures

La société T.T.S est un établissement privé dans le domaine des analyses et essais textiles, elle compte un laboratoire des essais et analyses chimiques et un laboratoire des essais physiques. Cette entreprise intervient tout au long des processus de fabrication dans la filière textile, à savoir les fibres, fils, tissus, tricots et prêt-à-porter. Ses services, dans le secteur du textile, habillement cuir et chaussures couvrent plusieurs essais et analyses à savoir les essais sur Textile et Habillement les essais sur Textile Technique et les essais sur cuirs et chaussures.

Rappelons que T.T.S est une entreprise de service, à responsabilité limitée S.A.R.L. au capital de 700.000 DT, fondée en 2006. Elle est essentiellement constitué de cinq laboratoires accrédités selon la norme internationale ISO/CEI 17025 par le Conseil National d'Accréditation TUNAC. Les laboratoires de TTS constituent un véritable centre de compétences offrant un large éventail de services, des analyses et des expertises suivant des standards nationaux (NT) et internationaux (ISO, EN, DIN, ASTM, AATCC, CPSC, PSA) ou des standards spécifiques d'un client ou d'une marque.

Source : <http://www.tts-tn.com/>

2.3.4 Filières de l'industrie chimique

L'industrie chimique incluant l'industrie pharmaceutique a contribué à hauteur de 12% dans les exportations totales en 2016. Le secteur chimique inclut aujourd'hui 257 grandes petites et moyennes entreprises GPME dont 46 opérant dans le secteur pharmaceutique. Ce secteur emploie 5% de la population active dans le secteur industriel soit près de 30 000 personnes en emplois directs.

Le flux d'IDE dans le secteur chimique pour l'année 2016 s'élève à 170 MDT soit 21% des flux d'IDE dans le secteur industriel : 16%³¹ en industrie pharmaceutique, 3% en plasturgie et 2% en industrie de la chimie et du caoutchouc.

La spécialisation et la R&D sont les deux leviers du développement des différentes filières de l'industrie chimique (chimie, plasturgie, pharmaceutique). Ce faisant, les opérateurs dans ce secteur en Tunisie sont bien outillés. Le potentiel de développement de ce secteur concerne notamment les secteurs des produits pharmaceutiques et de diagnostic, de la chimie fine, des vitamines, des substances odoriférantes et aromatiques, des produits de protection des plantes, des produits chimiques spécialisés pour des applications techniques et industrielles, des pigments, couleurs et peintures.

Au regard des tendances du marché local et international, les filières de l'industrie chimique s'étendent désormais au-delà de la sphère traditionnelle : les plastiques techniques, les industries d'emballages et l'industrie de la santé³², notamment. Les caractéristiques de cette industrie à l'ADN jeune lui confèrent des possibilités de croissance rapide et spécialement pour ce qui est de la plasturgie (à noter que le secteur automobile est son principal levier de croissance).

Avec 22% des entreprises sur le marché ayant une taille moyenne entre 5 MDT (2 M\$) et 500 MDT (208 M\$) et un nombre d'emplois de près de 16 000 emplois pour l'ensemble des GPME, le secteur chimique est capable d'amorcer une pente ascendante forte. **La moitié de la croissance devrait lui provenir du net regain de l'export (190 des GPME sont onshore et 21 sont offshore).**

31 - L'entrée du fond britannique Actis au capital du groupe pharmaceutique Les Laboratoires Médis.

32 - L'industrie de la santé englobe l'industrie paramédicale, l'industrie pharmaceutique, les services de santé, la télémédecine, les biotechnologies et les activités R&D

Le développement des plastiques techniques devrait desservir un marché d'applications très varié englobant le BTP, la santé, l'automobile, les TIC, l'électronique et le Multimédia, etc. D'autre part, le poids, la croissance et l'attractivité des activités de l'industrie de la santé peuvent être renforcés à travers plus d'une filière à savoir la production des génériques et des vaccins (le marché mondial des génériques étant estimé à plus de 100 milliards de dollars), le positionnement en petites et moyennes séries pour l'industrie du médicament, le développement de l'externalisation des activités R&D (positionnement en Contract Research Outsourcer, (CRO) ou encore les biotechnologies. Des technopôles dédiés aux biotechnologies sont en construction. A noter que le développement de la recherche appliquée (industriels, institutions et université) renforce le positionnement de la Tunisie dans ce secteur.

Partenariat pour la fabrication d'un vaccin antirabique à usage humain en Tunisie

Un projet de partenariat pour la fabrication d'un vaccin antirabique à usage humain en Tunisie a été réalisé entre l'Institut Pasteur de Tunis et le groupe pharmaceutique français Biomérieux. Il s'agissait de développer des études sur ce vaccin pour l'industrialiser et le commercialiser ultérieurement notamment dans les pays méditerranéens et africains. Tristan Roussel, PDG de Biomérieux et chef de projet du côté français, a indiqué que le projet comprend le développement technologique du vaccin avec un projet de commercialisation durant la période 2014-2015.

2.3.5 L'industrie agroalimentaire

Au-delà de son poids macro-économique direct (14% de la population active dans le secteur industriel – soit près de 90.000 emplois directs – et 11% des exportations totales de la Tunisie en 2016), le secteur agroalimentaire revêt une importance socio-économique capitale en Tunisie. Dépendante en amont de la production agricole, l'industrie agroalimentaire, qui emploie 700 000 personnes – dont la majorité des femmes, joue un rôle majeur dans le développement des régions rurales en Tunisie.

Cependant, le secteur des IAA souffre d'une faible compétitivité sur les marchés internationaux, et même nationaux, à cause d'un manque de productivité, de qualité et de marketing des produits agricoles ainsi que d'une organisation professionnelle insuffisamment active. La surexploitation et dégradation des ressources naturelles et le changement climatique risquent d'aggraver ces défis. La vulgarisation des enseignements et les formations agricoles ne sont pas suffisamment adaptées aux besoins des petits et moyens exploitants et exploitantes. Des revenus bas contribuent à ce que l'attractivité de la profession diminue et l'exode rural des jeunes continue. Une récente étude socio-économique (2015) qui s'est basée sur une enquête auprès de 210 ménages de producteurs répartis dans les régions intérieures de la Tunisie, indique que pour 25% des interviewés, l'accès aux marchés est la contrainte principale au développement agricole dans les régions intérieures du pays.

Le développement des chaînes de valeurs agricoles et agroalimentaires est donc à même de contribuer au développement du secteur agricole, à l'amélioration des conditions de vie des populations rurales en générant des possibilités économiques supplémentaires. La promotion de ces chaînes de valeur consiste à faciliter le développement de plateformes regroupant des organisations publiques, privées et de la société civile, intervenant dans une ou plusieurs localités sur la production, transformation ou commercialisation d'un produit issu des territoires concernés³³. L'objectif des plateformes est d'agir pour augmenter la part durable de la production agricole issue de chaînes de valeur locales et des territoires. Cette augmentation consiste à consolider les perspectives de développement de la filière et la promotion des avantages spécifiques à la région à caractère économique, social et environnemental. Cette

33 – <http://ageconsearch.umn.edu/record/249302/files/F27.%20Developement%20de%20chaines%20de%20valeurs%20en%20Tunisie.pdf>

démarche innovante se distingue par sa capacité à permettre l'intégration d'une industrie de transformation ou de conditionnement du produit agricole dans la chaîne de valeur, tout en maximisant l'impact socio-économique et la durabilité.

Dès lors, le co-développement de filières agro-alimentaires territorialisées apparaît comme une véritable opportunité de coproduction avec les entreprises européennes désireuses de capitaliser sur leur expérience et savoir-faire pour étendre leur activité dans des espaces produisant des produits agricoles naturellement bonne qualité³⁴. L'enjeu est d'élaborer des produits de qualité, comportant une plus forte valeur ajoutée, et de renforcer la maîtrise de l'interface entre l'agriculture et les IAA, afin de tirer le meilleur des forces du secteur agricole tunisien.

Avec la forte croissance démographique de l'Afrique, le secteur des IAA en Tunisie pourra jouer un rôle stratégique :

- Pour moderniser en amont le secteur de la production agricole dans un pays méditerranéen confronté au réchauffement climatique. La mise en place de filières de production intégrées ou d'écosystèmes agricoles territorialisés constitue une perspective de progrès indispensable ;
- Pour contribuer à la sécurité alimentaire des pays du Sahel et de l'Afrique subsaharienne.

Accord de copacking entre Kraft Heinz et Land'Or

Un accord de Copacking a été conclu entre le leader du secteur fromager tunisien Land'Or et le géant mondial de l'agroalimentaire Kraft Heinz. Cet accord porte sur la production par Land'Or d'une gamme de produits fromagers Kraft Heinz pour la région de l'Afrique du Nord, l'Irak et le Sri Lanka, ainsi que leur distribution en Tunisie. Cet accord permettrait de générer un chiffre d'affaire de 10 millions de dinars (4 M\$) en 2017.

2.3.6 Numérique et innovation technologique

Avec près de 907 MDT (378 M\$) d'exportations en 2015, soit une part moyenne des exportations entre 2011 et 2015 de 2,65% et une croissance annuelle moyenne (de la valeur ajoutée) de 6,8 % entre 2011 et 2015, le secteur du digital³⁵ reste en deçà de son véritable potentiel en Tunisie. Il contribue pour 11 000 emplois créés (en 2015), soit une part totale des emplois créés annuellement de 2,6% (entre 2011 et 2015). Cela reste relativement faible en comparaison avec sa contribution au marché des nouveaux diplômés (plus de 20%), mais surtout en comparaison avec les taux de croissance des exportations de pays « modèles » (la Malaisie avec plus de 17%, Singapour avec 18% et même l'Égypte avec 8%).

Ce constat se confirme également en observant la part des investissements du secteur dans les investissements globaux. Elle est de 4,5% pour la Tunisie, contre plus de 12% pour les pays de l'OCDE (moyenne). Avec une croissance qui stagne durant le dernier quinquen-

34 - Voir à ce propos : Céréales et oléoprotéagineux au Maghreb : Pour un co-développement de filières territorialisées, Jean-Louis Rastoin et El Hassan Benabderrazik, IPAMED, 2014

35 - Les différentes filières du secteur digital sont les logiciels, les services et les télécommunications (appelé communément la couche « soft », plusieurs briques complémentaires peuvent, suivant les points de vue, s'y ajouter : fabrication, commerce de gros et de détail de hardware, contenu et réseau (par exemple la fabrication de semi-conducteurs, la vente de matériel, la construction de réseaux électriques ou encore la production de films institutionnels et publicitaires)).

nat³⁶ (voir annexe 4), le secteur du numérique ne confirme pas encore par les chiffres son statut de fer de lance et relais de croissance d'une économie tunisienne qui veut se donner les moyens de ses ambitions.

Mais le potentiel de ce secteur est bien là et les ingrédients pour que des investissements massifs dans cette filière se transforment rapidement en succès sont plus que jamais présents.

La stratégie nationale digitale 2018, programme gouvernemental initié en 2012, proclamant « la Tunisie Hub digital et leader du nearshoring dans le bassin méditerranéen » vient renforcer la conviction que la renaissance de l'économie tunisienne ne peut passer que par l'essor de l'investissement dans le digital. Elle s'appuie sur six programmes digitaux transversaux³⁷ et des programmes de transformation digitaux sectoriels (Éducation et formation, Recherche, Santé, Agriculture et Tourisme), confirmant l'importance du secteur d'une façon directe en tant que créateur potentiel d'emplois et exportateur de haute valeur ajoutée, mais d'une façon indirecte en tant que support à la révolution digitale qui s'impose aux autres secteurs de l'économie, l'industrie manufacturière en premier lieu.

Par exemple, le sixième programme transversal de cette stratégie, traitant des infrastructures et des services très haut débit, s'intéresse particulièrement au soutien et à l'accélération du développement de l'internet des objets. Ceci a une incidence significative sur l'ensemble des secteurs (et en premier lieu l'industrie), ainsi qu'au déploiement de systèmes intelligents facilitant la production et la distribution de l'énergie de façon décentralisée et un usage maîtrisé de la consommation électrique (cf. infra). L'internet des objets est en fait une réponse³⁸ pragmatique à des attentes fortes de la part des investisseurs en quête de démarches innovantes s'inscrivant dans l'industrie digitale créative. C'est une transition qui s'impose depuis l'amplification du numérique dans la gestion des processus industriels. L'IoT touchera tous les secteurs d'activités et offrira de nombreux bénéfices, tels que l'augmentation de l'efficacité opérationnelle, une meilleure gestion de la maintenance ou encore la réduction des consommations énergétiques.

Le projet tunisien de « Smart Grids » vise une gestion intelligente et connectée des énergies via l'intégration de réseaux sécurisés et intelligents. Ces derniers facilitent la maîtrise de la production et de la demande d'énergie, ainsi que la diffusion de nouveaux usages. La mise en œuvre du « Smart Grid » à travers l'installation de capteurs reliés à un réseau informatique permettra, en plus de l'ajustement de la production et de la consommation d'électricité, d'intégrer progressivement des énergies renouvelables (notamment solaires).

36 – La croissance de la valeur ajoutée à prix constants du secteur a été de 7% durant la période 2011-2015 alors qu'elle s'élevait à 10% durant la période 2006-2010 et à 20% durant la période 2001-2005 ; Les investissements dans les TIC durant les 10 dernières années ont été insuffisants, en particulier dans le secteur public. La part des investissements du secteur TIC dans les investissements globaux est de 4,5%, en baisse par rapport à la période 2001-2010 qui s'élevait à environ 6%. La part des exportations du secteur TIC du total des exportations stagne durant les 5 dernières années à 2,6%. Pourtant, la croissance de l'exportation était de 15% durant la période 2006-2010. La contribution pour l'emploi reste modeste compte tenu des objectifs assignés au secteur en contribuant à uniquement 2,6% de l'emploi global (une reprise est attendue). Source : La Tunisie plateforme digitale en 2025, ITES (Institut Tunisien des Etudes Statistiques)

37 – Les programmes digitaux transversaux sont les suivants : 1/le gouvernement plateforme digitale, 2/Le développement des usages et des services aux citoyens garants de l'intégration sociale et de l'équité, 3/PME et transformation digitale, 4/Leader en nearshoring et export des services numériques, 5/ Infrastructures et services de très haut débit, 6/Compétences, 7/Talents et Innovation

38 – Certains des projets proposés dans ce cadre ne manquent pas d'originalité, à l'instar de la réalisation d'un Smart Grid (réseau électrique et gaz intelligent) dont les investissements sont estimés à 1500 MD, ou le projet de production de microsattelites (120 MD) ou encore la création d'un pôle de compétitivité à Jinène (Béja), moyennant 2000 millions de dinars (834 millions de dollars) (université privée et projets d'agritourisme). Les deux derniers sont proposés par des investisseurs privés tunisiens respectivement Telnet et Jinène.S.A. : <https://www.tap.info.tn/fr/Tunisia-2020-FR/8475817-tunisia-2020-146-projets-propos%C3%A9s-aux>

Un accord de partenariat entre la Siame et Huawei pour développer une solution de comptage intelligent pour la STEG

Un accord de partenariat technologique a été signé entre la multinationale chinoise Huawei et la Société industrielle d'appareillage et de matériels électriques (SIAME). Il porte sur le développement d'une solution intégrée de comptage intelligent, dédiée à la Société tunisienne de l'électricité et du gaz (STEG) et qui sera par la suite adaptée à d'autres clients en Afrique et au Moyen Orient.

Il est à noter que le premier déploiement de compteurs intelligents en Tunisie sera réalisé par la STEG dans le cadre de sa stratégie de remplacement du parc de compteurs actuels pour tirer profit des avantages procurés par les technologies des réseaux intelligents, notamment en matière de services rendus à la clientèle, tels que, la télérelève, la consultation de la consommation et de la facturation en temps réel, la gestion à distance des raccordements des coupures, les augmentations de puissance ainsi que l'optimisation de la production et de la distribution de l'énergie en Tunisie.

Khaled Ben Jemaa, account manager chez Huawei a précisé, à ce titre, que « *dans le cadre du développement de la technologie de réseau électrique intelligent "smart grid", Huawei et la SIAME, se sont associées pour offrir une solution de comptage intelligent, gérée à distance. En effet, Huawei dispose actuellement d'une solution de communication dédiée aux réseaux intelligents "smart grid" déjà déployée dans plusieurs pays en Afrique, en Asie, au Moyen Orient et en Amérique Latine* ».

La SIAME, fournisseur de longue date de solutions de comptage mécanique et digital en Afrique et au Moyen Orient, apportera quant à elle, son savoir-faire industriel dans le métier du comptage d'énergie et fournira les logiciels adaptés pour les nouveaux compteurs intelligents.

Hédi Ben Ayed, actionnaire de référence dans le capital de la société, a ainsi affirmé que « *la mise en commun des savoir-faire technologiques et industriels des deux sociétés, ouvrirait des perspectives prometteuses dans d'autres métiers, en rapport avec le secteur de la production et la distribution de l'énergie en Tunisie et en Afrique* ».

Rappelons que la Société industrielle d'appareillage et de matériels électriques " SIAME ", a été créée en 1976 par la Société Tunisienne de l'Electricité et du Gaz (STEG), avec pour vocation la fabrication de compteurs électriques. La société s'est ensuite spécialisée dans la fabrication et la commercialisation de toute une gamme de compteurs d'énergie, de disjoncteurs modulaires, d'une large gamme d'accessoires de lignes basse et moyenne tension, de lampes économiques, de détecteurs de gaz et une gamme élégante et raffinée d'interrupteurs domestiques. Elle a participé de manière active au développement du secteur de la distribution de l'électricité sur le plan aussi bien national qu'international.

Source : <https://africanmanager.com/un-accord-de-partenariat-entre-la-siame-et-huawei-pour-developper-une-solution-de-comptage-intelligent-pour-la-steg/>.

Partenariat entre l'Italien Ducati Energia, l'allemand RSW et WHM Energysave pour de l'Energy savings

WHM Energysave, créée en 2008, est une entreprise tunisienne produisant des batteries permettant de réduire la consommation énergétique des entreprises établies en Tunisie.

A travers deux partenariats avec Ducati Energia, société italienne fondée en 1985 et fabricant des composants électriques et électroniques, et RSW fabricant d'optimiseur d'énergie allemand, producteur de produits de compensation énergétique, WHM Energysave conçoit des solutions de système permettant de réduire la consommation énergétique des entreprises.

WHM Energysave répond aux problématiques de rationalisation et d'optimisation de la consommation d'énergie électrique en offrant des solutions adaptées à chacun de ses clients. WHM Energysave compte entre autres Valeo, Faurecia et diverses grandes entreprises tunisiennes parmi ses références.

Source : <http://whmenergysave.e-monsite.com/pages/les-realizations-de-whm.html>.

2.3.7 Les énergies renouvelables

Le secteur énergétique tunisien a connu ces dernières années une baisse de la production nationale des hydrocarbures à un rythme annuel de 10%. Dans le même temps, les énergies renouvelables ne représentent que 3% de la production électrique en 2016.

La problématique énergétique revêt un caractère stratégique, par son importance dans la relance industrielle du pays et a fait, dernièrement, l'objet d'un plan énergétique stratégique porteur de plusieurs opportunités d'investissement privé³⁹.

Cette stratégie énergétique adoptée consiste essentiellement à reconstituer, à l'horizon 2030, la capacité de production de la Tunisie. Sur un plan pratique, à part qu'elle traite des sujets liés aux ressources classiques⁴⁰ comme *l'oil & gas*, les raffineries, etc., la stratégie met l'accent sur le développement de l'énergie électrique et sa production à partir des énergies renouvelables pour notamment accroître la compétitivité des filières industrielles. La production électrique à partir des énergies renouvelables devrait atteindre 24% en 2025 et 30% de la production totale à l'horizon 2030 (3 815 MW). Cette capacité est répartie par technologie, de la façon suivante : 1 755 MW d'éolien, 1 510 MW de solaire photovoltaïque, 450 MW solaire thermodynamique à concentration (CSP) et 100 MW de biomasse. Le plan solaire Tunisien (PST) est une composante majeure de la transition énergétique, au même titre que la politique d'efficacité énergétique.

Le budget estimé est de 4,750 milliards d'euros dont 2 milliards d'€ dédiés à des projets PPP dont le financement est comme suit :

- 1,39 milliard d'€ d'investissements du secteur privé dans 29 projets et 445 M€ d'investissements publics dans 5 projets ;
- 145 M€ dédiés au Fonds de Transition Énergétique (FTE) ;
- 20 M€ provenant de la coopération internationale.

39 – Les investissements prévus durant la période (2014 – 2030) seront de l'ordre de 12 milliards de dinars (5 milliards \$) et engendreront une économie d'énergie de 29 milliards de dinars (12 milliards \$) avec un effet multiplicateur de 2,5

40 – Sur ce volet le plan vise à encourager les investisseurs dans le domaine du stockage, le renforcement de la coopération tuniso-algérienne sur le futur passage du gaz, la réalisation d'études spécifiques à l'instar d'une étude sur la capacité de raffinage en Tunisie et l'examen de la création d'une nouvelle raffinerie.

Le partenariat entre TerniEnergia et la STEG

TerniEnergia a décidé de construire une centrale solaire photovoltaïque de 10MW en Tunisie. En effet, la société italienne d'énergie intelligente a signé un contrat de 12,5 millions de dollars avec la structure publique de distribution d'électricité (STEG : Société Tunisienne de l'Electricité et de Gaz). L'usine sera installée à Tozeur, une ville située au sud-ouest du pays, à proximité du désert du Sahara.

Il s'agit de la première usine photovoltaïque à économie d'électricité qui sera construite en Tunisie et aura une capacité totale de 1 GW comprenant l'installation de 320MW à travers la STEG et 680 MW développé par des investisseurs privés.

Le partenariat entre TerniEnergia et la STEG a été établi dans le cadre d'une stratégie de partenariat public-privé pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique. Ce partenariat inclut également un programme de formation fourni par TerniEnergia destiné au personnel et aux techniciens de la STEG.

La commande comprend toutes les activités d'ingénierie, d'approvisionnement et de construction, avec l'octroi de modules photovoltaïques et d'onduleurs. La construction a commencé en mars 2017 et devrait prendre 12 mois afin d'achever la construction de l'usine.

En outre, six autres usines de petite taille seront construites pour le développement et l'essai de technologies et de solutions innovantes.

TerniEnergia, créée en 2005, fait partie du groupe Italeaf comprenant près de 500 employés. Elle est subdivisée en quatre services : services techniques, gestion de l'énergie, efficacité énergétique et technologies propres.

Source : <https://smartcitiesworld.net/news/news/italian-firm-to-build-320mw-solar-facility-in-tunisia-1516>.

3. CATALYSEURS DE LA MUTATION INDUSTRIELLE

3.1 Emergence d'un tissu entrepreneurial innovant

La Tunisie a connu durant ces cinq dernières années une effervescence autour de l'esprit d'entrepreneuriat, de l'innovation et de la création d'entreprise. Ceci a contribué à faire du pays « *une plateforme euro-méditerranéenne de l'industrie et de la technologie. Cela se traduit par le passage d'une croissance tirée par la compétitivité à une croissance basée sur l'innovation* ⁴¹ ».

Les questions inhérentes au renforcement du tissu entrepreneurial innovant font donc l'objet d'une attention particulière pour la concrétisation de projets de startups. Des progrès dans ce sens sont à noter : amélioration des services d'aide à la création d'entreprise, accès plus facile au financement et mise en place d'un système de pépinières d'entreprises et de parcs technologiques.

L'ambition de faire de la Tunisie la « Silicon Valley » nord-africaine est confortée par les classements internationaux dans ce domaine. Dans le Global Entrepreneurship Index qui mesure l'attitude entrepreneuriale, les capacités et aspirations de la population et l'état de l'écosystème de l'entrepreneuriat, la Tunisie est classée 42^{ème} au niveau mondial et 1^{ère} en Afrique⁴². En termes d'innovation de l'économie, Bloomberg classe la Tunisie 46^{ème} au niveau mondial et 1^{ère} dans le monde arabe⁴³.

Sur l'ensemble de l'Afrique, les startups ont généré 367 millions de dollars en investissements. Les secteurs concernés par ce développement de startups relèvent des industries de l'énergie, du transport, des biens de consommation et de l'industrie digitale en général ; le numérique ayant un impact sur le *business model* de ces industries traditionnelles. Les startups ciblent toutes les positions établies pour ajuster leur offre innovante au plus près des réalités du marché. En Afrique, les startups solaires ont attiré 32,9% des investissements, tandis que Fintech représentait 29,6% du marché. L'e-santé arrive à la troisième position en termes de nombre de startups et il est le quatrième secteur à attirer du financement avec 5,85%⁴⁴.

Les prochaines étapes doivent donc porter sur la mise en œuvre de mécanismes formels de coordination de l'innovation. « Le projet de loi Startup Act » en est un bon exemple, car il s'inscrit parfaitement dans le cadre de la promotion des startups innovantes ou technologiques. C'est du reste l'un des quatre axes principaux de la stratégie « Tunisie Numérique 2020 ».

Cette plateforme pour l'innovation et l'éclosion d'une nouvelle génération de jeunes entrepreneurs talentueux sont de véritables catalyseurs pour les entreprises et investisseurs en quête d'innovation et un vecteur pour des projets de coproduction à forte valeur ajoutée.

41 - Invest in Tunisia, 2015

42 - Global Entrepreneurship Index, Babson & LBS, 2017

43 - Global Innovation Index, Bloomberg, 2017

44 - La Tunisie tend à devenir un centre de « cybersanté » en Afrique malgré les défis de la réglementation et le manque de financement, 12 Juin 2017, <https://www.lediplomate.tn/tunisie-tend-a-devenir-centre-de-cybersante-afrique-malgre-defis-de-reglementation-manque-de-financement/>

3.2 Développement des pôles de compétitivité

Le programme des pôles de compétitivité, lancé en 2009 et qui est encore en phase de développement, s'inscrit dans la stratégie industrielle tunisienne de *clusterisation*⁴⁵. Il s'agit de rassembler en un même lieu, que les économistes dénomment clusters, districts, systèmes productifs locaux ou écosystèmes industriels, une grappe d'acteurs attirée par les économies externes induites par la concentration d'activités. La mise en place de telles structures constitue un facteur-clé pour l'industrialisation et sert d'ancrage à l'innovation et à la création de valeur ajoutée.

La politique tunisienne de « pôles de compétitivité » s'appuie naturellement sur un accroissement des interactions entre la recherche et l'industrie et constitue un véritable réseau d'intelligence et de veille économique. L'initiative telle qu'elle commence à se mettre en œuvre se veut une réponse aux enjeux de la mutation technologique, aux rôles et poids prépondérants des innovations dans les processus concurrentiels ainsi qu'aux défis de coordination des ressources. L'ambition est par ailleurs de tirer profit du potentiel scientifique et technologique de la Tunisie⁴⁶.

Le tissu technopolitain en Tunisie se compose de 5 pôles de compétitivité et de 4 technopoles dans différents secteurs :

› Le pôle de compétitivité de Monastir-El Fejja (la Manouba), Mfcpole :

Le pôle de compétitivité de Monastir-El Fejja (la Manouba), mfcpole⁴⁷ est une société anonyme (S.A) de droit privé, fondée en octobre 2006 et basée sur le principe du partenariat public-privé. Le pôle est supporté par des institutions bancaires et financières leaders.

Mfcpole a pour principale mission le développement d'un écosystème de la croissance et la mise en œuvre de la stratégie de spécialisation intelligente dans le secteur de l'industrie textile Habillement en ciblant les activités porteuses. Mfcpole a également pour objectifs l'aménagement, la gestion et l'animation d'une nouvelle génération de parcs industriels respectant les standards internationaux et environnementaux et assurant des services répondant aux besoins des investisseurs. Mfcpole met à la disposition des entreprises tunisiennes et étrangères un espace sur 400ha et englobe actuellement trois composantes essentielles qui sont les suivantes :

1. **Neotex** : un pôle regroupant un technopôle textile et une zone d'ennoblissement et de finissage textile à Monastir. Ce pôle comprend deux laboratoires, une pépinière de start-ups et offre un service d'appui aux entreprises (pour les start-ups on compte 80DT/m², et pour les TPPME 195DT/m²)
2. **Deux parcs d'activités industrielles** ; l'un à Monastir mitoyen au technopôle et le deuxième sur le grand Tunis à El Fejja (La Manouba). Le Neopark Monastir comprend un centre technique de textile, un laboratoire d'analyse et d'essais (Tunisian Testing services) et une plateforme denim (jeans). On y compte 5 entreprises dont Absorba. Le Neopark EL fejja est un hôtel d'entreprises et héberge le siège Mfcpole et les bureaux. On y compte 9 entreprises dont 3 étrangères et 8 promesses de rejoindre le pôle prochainement.
3. **In'Tex** : un réseau de partenaires, animé par mfcpole, autour du secteur textile : on y compte près de 100 partenaires dont 30 étrangers, 5 projets collaboratifs et 2 spin off.

45 – Se définit comme « la combinaison sur un espace géographique donné, d'entreprises, de centres de formation et d'unités de recherches publiques ou privées engagées dans une démarche partenariale destinée à dégager des synergies autour de projets communs au caractère innovant disposant de la masse critique nécessaire pour une visibilité internationale » (DATAR, 2004).

46 – La production scientifique de la Tunisie croît 60 % plus rapidement que celle du Monde. Parmi les pays du MOAN (Moyen Orient et Nord Afrique), la Tunisie est le cinquième plus actif en recherche et sa production scientifique per capita la place au quatrième rang. D'après le rapport final « Étude bibliométrique sur la recherche tunisienne », projet d'appui au système de Recherche et Innovation (PASRI), projet financé par l'Union Européenne.

47 – <http://www.mfcpole.com.tn>

Les missions du pôle sont, pour l'essentiel, tournées vers l'aménagement et la gestion de l'infrastructure industrielle et technologique du secteur Textile et Habillement, l'incubation et le coaching des porteurs de projets innovants au sein du pôle, l'attraction des investissements ainsi que l'animation du pôle et du réseau de partenaires In'Tex.

› Le CETTEX (le centre technique du textile) :

Le Centre Technique du Textile est un établissement d'intérêt économique public, sous tutelle du Ministère de l'Industrie. Créé depuis 1991, il assure un rôle de conseil et d'expertise auprès des industriels du secteur Textile et Habillement et des pouvoirs publics allant de l'assistance technique, l'expertise et la recherche et développement à la mise à disposition du laboratoire d'analyse et d'essais et la formation. Il accompagne et soutient les entreprises dans leur développement technique, managérial et organisationnel et leur offre un appui constant dans leur démarche de croissance et d'innovation.

Le pôle compte une équipe d'une centaine de personnes dont plus de la moitié possède une expertise spécialisée. Il couvre plusieurs domaines d'intervention à savoir :

- La réalisation d'analyses physiques et chimiques, de l'expertise et du contrôle en laboratoire accrédité ;
- L'accompagnement dans la réalisation des projets de recherche ;
- L'élaboration de formation continue en inter et intra-entreprises ;
- L'étude de faisabilité de projets industriels et accompagnement des promoteurs dans leur mise en place ;
- La réalisation de la veille stratégique et économique sur le secteur ;
- L'accompagnement des partenaires étrangers dans la recherche des opportunités d'affaires.

Le Centre Technique du Textile dispose de moyens matériels et immatériels lui permettant de mener l'ensemble de ses missions parmi lesquels :

- Un laboratoire accrédité TUNAC permettant le contrôle des paramètres physiques et chimiques, conditionné en atmosphère normale des textiles, équipé de matériels avancés et diversifiés répondant aux normes en vigueur ;
- Un laboratoire Santé Sécurité Consommateur permettant de détecter les substances toxiques présentes dans les textiles, les vêtements et les accessoires ;
- Un Centre de Ressources Technologiques (CRT) au technopôle de Monastir dédié au développement des activités d'ennoblissement textiles, etc⁴⁸.

› Le pôle de compétitivité de Bizerte :

Le pôle de compétitivité de Bizerte⁴⁹ est dédié au secteur agroalimentaire. C'est en effet un espace intégré qui regroupe trois composantes : un technopôle agroalimentaire, des espaces industriels et un réseau de partenaires Agro'tech. Le technopôle agroalimentaire «AGRO'TECH» s'étend sur 45 hectares avec une réserve foncière de plus de 100 hectares et repose sur 3 piliers : la recherche et développement, la formation et enfin la production. Son réseau compte 31 partenaires (23 tunisiens et 8 étrangers) et un noyau d'industriels provenant de 102 entreprises. Ce pôle a pour objectif de créer une dynamique de partenariat, favorisant l'initiative et le coaching des porteurs de projets innovants.

48 - Pour plus de détails, voir <http://www.cettex.com.tn/index.php?id=5>

49 - http://www.pole-competitvite-bizerte.com.tn/index.php?code_menu=4#?

› Le pôle de compétitivité de Sousse :

Le pôle de compétitivité de Sousse⁵⁰ a été conçu au sein de la stratégie de l'industrie pour le développement des activités à haute valeur ajoutée. Il est né d'un partenariat public privé permettant au pôle de bénéficier de l'appui de l'état tout en gardant son autonomie de gestion. Le pôle agit comme un moteur de développement économique de la région à travers 3 sites étendus et technologiquement avancés dans le centre de Sousse et à Enfidha :

- **Technopole Mecatronic City** : zone d'activité technologique à Sousse dédié à l'animation et le développement de l'Innovation dans le secteur Mécatronique (55 ha). Ce technopole est destiné aux unités R&D de multinationales implantées à Sousse à titre d'exemple l'atelier relais pour Yamaichi Electronics (il est à noter une négociation en cours avec une multinationale) ;
- **Offshore Business City** : zone d'activité de services (zone Offshoring) de 48 ha à Hamam Maarouf. Les activités principales sont la **vente de lots de terrains totalement urbanisés** pour la construction de bâtiments (R+4 à R+10) destinés à toutes les activités de services et la facturation de **services de base** au m² (Gardiennage, éclairage, nettoyage, ...). Cette zone est dédiée à des **prestataires de services** (dans le secteur de la santé, l'enseignement, ...) ;
- **Enfidha Industrial City** : zone industrielle multisectorielle à Enfidha de 142 ha destinée à la **vente de lots de terrains aménagés** à des industriels locaux et étrangers multisectoriels et la facturation de **services de base** au m² (Gardiennage, éclairage, nettoyage, ...). Le site est dédié à des **usines de PME tunisiennes (plusieurs secteurs sont représentés** : plastique, agroalimentaire, ...)

› Le pôle de Compétitivité Gafsa (multisectoriel)

Créé en 2008, le pôle de compétitivité multisectoriel de Gafsa (PCG) offre une plateforme inédite pour le développement d'activités dans les domaines de la formation, l'innovation, la recherche et développement ainsi que les secteurs des services, de l'artisanat, l'arboriculture et les industries minières⁵¹.

Situé dans une zone à fort potentiel de croissance⁵², ce pôle a été conceptualisé dans l'optique d'attirer les investisseurs tunisiens et étrangers à s'implanter à Gafsa en leur offrant soutien et accompagnement dans leurs démarches d'installation. Le pôle de compétitivité de Gafsa bénéficie depuis 2012 d'un partenariat avec PROTUN (Promotion Tunisie) qui regroupe une dizaine de sociétés autrichiennes, espagnoles, italiennes et slovaques, hautement spécialisées dans le recyclage et la réutilisation des énergies alternatives, mais aussi d'une convention avec l'Agence Coréenne de Coopération Internationale (KOICA) qui assiste le PCG dans la mise en place d'un technopole.

50 - <http://www.pcs.tn/news.php>

51 - Exploitation des déchets ferreux de la mine de Gafsa dont l'objectif est de recycler tous les aciers de la CPG (500.000 tonnes) et trier toutes les pièces qui peuvent être réutilisées, tels que les moteurs, pompes hydrauliques. <http://investiragafsa.blogspot.co.uk/2012/02/le-21-02-2012-le-pole-de-competitivite.html>

52 - Zone où l'infrastructure de base est relativement présente mais où le taux de chômage est élevé. L'emploi des jeunes diplômés dans la région offrira une augmentation du pouvoir d'achat des habitants qui aboutirait à une augmentation de la consommation locale et une croissance économique de la région.

3.3 Nouveau cadre institutionnel de l'investissement

La Tunisie s'est dotée depuis fin 2016 d'un nouveau cadre institutionnel de l'investissement⁵³ couvrant la majorité des secteurs de l'économie pour trancher avec la complexité des lois et procédures administratives, la multitude des structures intervenant dans l'appui et le soutien des investisseurs et la multiplicité des lois régissant les avantages fiscaux. Ce nouveau cadre constitue un catalyseur déterminant pour la relance de l'investissement en Tunisie et une force d'attraction des IDE.

Ce nouveau cadre est fondé sur cinq idées de base :

1. Facilitation de l'accès au marché : l'accès au marché devient plus facile. La liste des activités économiques nécessitant un agrément préalable est significativement réduite, au cours d'une période maximale de 3 ans, le principe étant que toute activité est par essence permise. L'agrément constitue l'exception et non la règle.
2. Protection de l'investisseur étranger : la LDI garantit un traitement équitable avec l'opérateur local ainsi que le rapatriement des dividendes et du capital initial. Elle garantit par ailleurs la protection de la propriété et définit un cadre complet d'arbitrage.
3. Plus de flexibilité dans l'emploi de personnes étrangères : sans autorisation jusqu'à quatre cadres ou 30% du nombre total des cadres pendant les trois premières années et 10% à partir de la quatrième année.
4. Des incitations financières et fiscales en fonction de la capacité du projet à répondre aux priorités nationales⁵⁴ et aussi à la réalisation effective des objectifs escomptés. La LDI a institué :
 - Des incitations financières sous forme de primes à l'investissement (applicables pour les secteurs prioritaires et les filières économiques⁵⁵, des primes de développement régional⁵⁶, des primes de rendement économique⁵⁷, des primes d'employabilité⁵⁸ et des primes de développement durable⁵⁹ ;

53 – Loi N° 2016-71 du 30 septembre 2016 portant loi de l'Investissement (LDI), Loi N° 2017-8 du 14 février 2017 portant refonte du dispositif des avantages fiscaux (LRDAF), Décret N° 2017-388 du 9 mars 2017 relatif à la gouvernance des structures en charge de l'investissement, Décret N° 2017-389 du 9 mars 2017 relatif aux incitations financières, Décret N° 2017 – 419 du 10 avril 2017 relatif aux nomenclatures et autorisations

54 – Les priorités nationales sont définies comme suit : 1 – l'accroissement de la valeur ajoutée, de la compétitivité et du contenu technologique, 2 – la création d'emplois et le développement des compétences, 3 – le développement durable des régions, 4 – le développement de l'économie verte.

55 – Les primes à l'investissement sont fixées à 15% du coût de l'investissement avec un plafond de 1 million de TND. Les secteurs prioritaires sont au nombre de 20 dont la première transformation des produits agricoles (IAA), le Textile et habillement, les Industries automobile et aéronautique, l'Industrie pharmaceutique, les énergies renouvelables et les Technologies de Communication et de l'Information. Les filières économiques sont : la filière des cultures géothermiques, la filière des plantes médicinales et aromatiques et la filière des matériaux extractives.

56 – Les zones d'encouragement au développement régional sont subdivisées en deux groupes : le Premier Groupe avec 13 délégations et le Deuxième Groupe comportant 133 délégations. Pour le Premier Groupe, les primes de développement régional sont fixées à 15% du coût de l'investissement (avec un plafond de 1,5 millions de TND) et 65% des dépenses de travaux d'infrastructure dans le secteur de l'industrie (dans la limite de 10% du coût du projet et un plafond de 1 million de TND). Pour le Deuxième Groupe, les primes de développement régional sont fixées à 30% du coût de l'investissement (avec un plafond de 3 millions de TND) et 85% des dépenses de travaux d'infrastructure dans le secteur de l'industrie (dans la limite de 10% du coût du projet et un plafond de 1 million de TND)

57 – Les primes de rendement économique s'appliquent notamment aux investissements matériels réalisés pour la maîtrise des nouvelles technologies et l'amélioration de la productivité (avec un plafond de 500 KDT), les investissements immatériels (avec un plafond de 500 KDT), la R&D (avec un plafond de 300 KDT).

58 – Les primes d'employabilité incluent la prise en charge de la contribution patronale à la CNSS pendant une période de 3 à 10 ans (en fonction de l'activité et de la zone d'implantation du projet) et la prise en charge d'une partie des salaires versés aux employés tunisiens (en fonction du taux d'encadrement).

59 – Les primes de développement durable sont fixées à 50% des équipements destinés à la lutte contre la pollution et la protection de l'environnement (avec un plafond de 300 KDT).

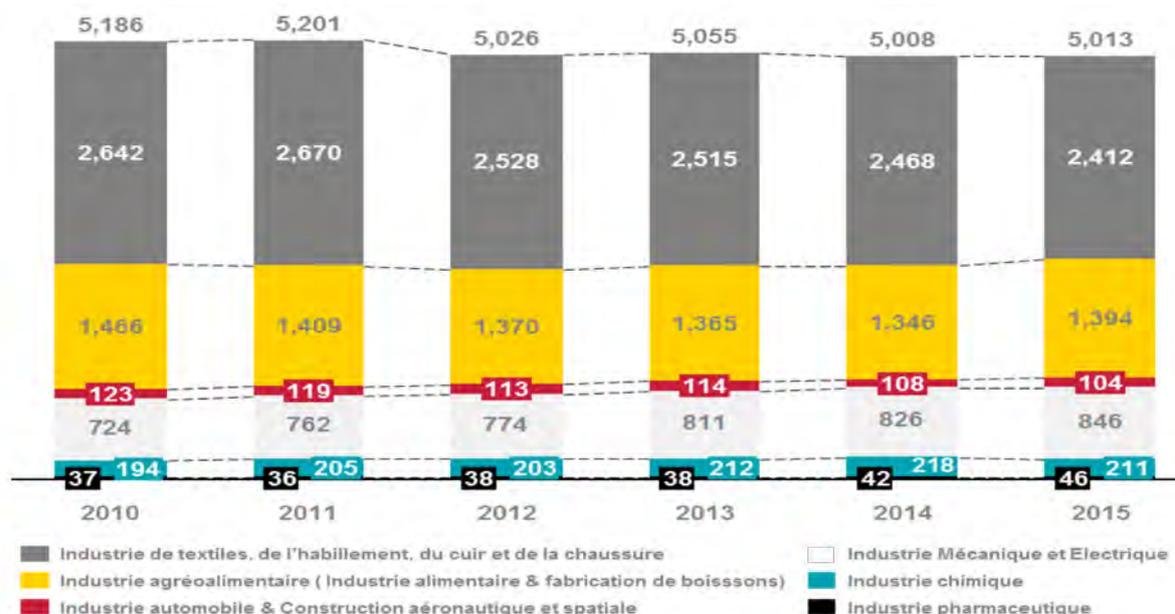
- Des incitations fiscales sous forme d'exonération de l'Impôt sur les Sociétés⁶⁰ et/ou d'imposition à taux réduit (10%)⁶¹, d'exonération des réinvestissements des bénéfiques et d'exonération de la TFP, FOPROLOS et droits d'enregistrement.
5. Une nouvelle gouvernance de l'ensemble des institutions en charge de l'investissement dans le but de simplifier les procédures et réduire les délais de traitement des dossiers et de constituer un vis-à-vis unique de l'investisseur pour orienter, informer et fournir l'assistance dont il a besoin.

60 - L'exonération s'étend sur une période de cinq (5) ans pour le Premier Groupe de développement régional et sur une période de dix (10) ans pour le Deuxième Groupe.

61 - Le taux d'impôt de 10% est appliqué notamment aux bénéfiques provenant des exportations, aux bénéfiques des entreprises spécialisées dans le traitement des déchets et aux bénéfiques des entreprises opérant dans les activités de soutien (Education, enseignement, formation professionnelle, recherche scientifique, établissements sanitaires et hospitaliers, ...).

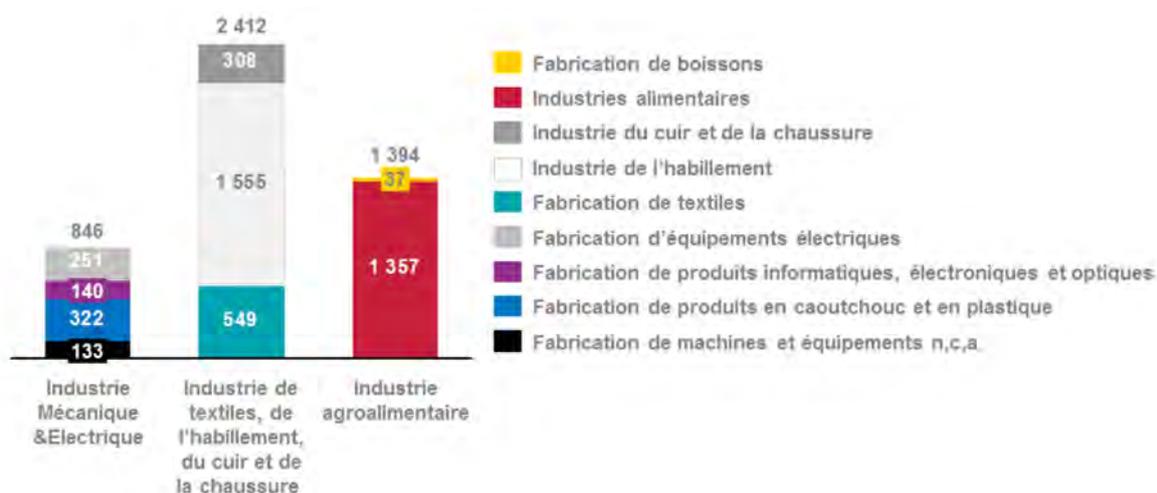
ANNEXES

ANNEXE 1 – EVOLUTION DU NOMBRE DES GPME PAR SECTEUR



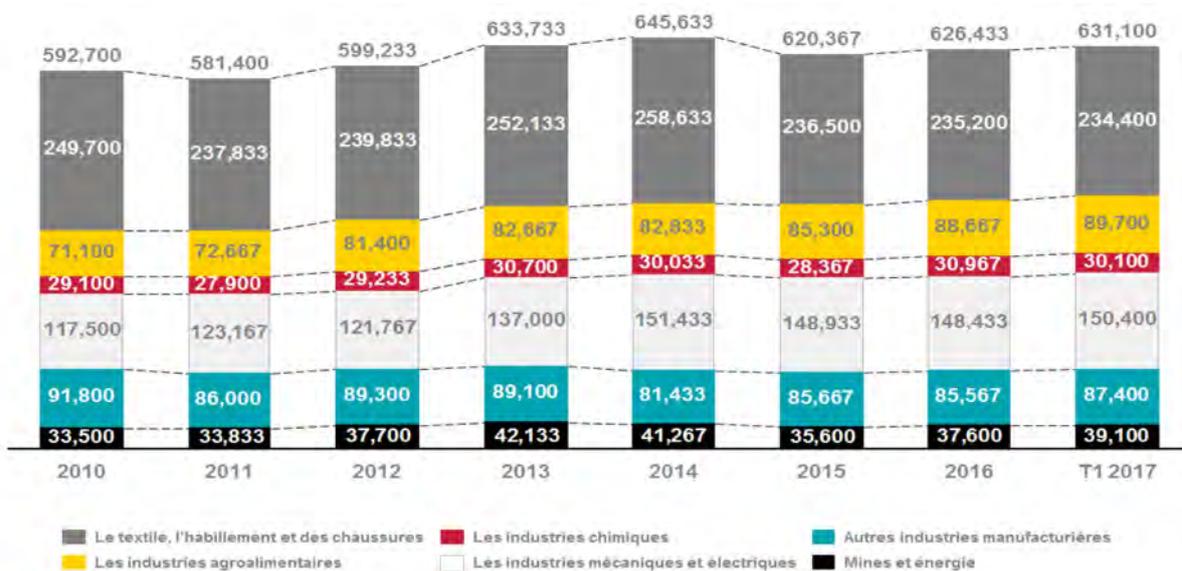
SOURCE :INS, ANALYSE EQUIPE DE L'ÉTUDE

ANNEXE 2 – FOCUS SUR LA COMPOSITION DU TISSU INDUSTRIEL DES SECTEURS PORTEURS



SOURCE :INS, ANALYSE EQUIPE DE L'ÉTUDE

ANNEXE 3 – EVOLUTION DE LA POPULATION ACTIVE PAR SECTEUR



SOURCE : INS, ANALYSE EQUIPE DE L'ÉTUDE

ANNEXE 4 – EVOLUTION DE LA VA ET DE L'EMPLOI DU SECTEUR TIC

	2005	2010	2015	2020	2025
Valeur Ajoutée prix constants	1 848	2 885	3 921	5 400	8 250
Croissance annuelle	21,5% (2001-2005)	9,4% (2006-2010)	6,8% (2011-2015)	6,7% (2016-2020)	8,8% (2021-2025)
Exportations du Numérique	316	792	907	4 000	9 000
Part des exportations	1,70% (2001-2005)	2,60% (2006-2010)	2,65% (2011-2015)	--	--
Nombre d'emplois cumulés créés dans le Numérique		7 660	11 000	50 000	120 000
Part du total des emplois créés annuellement		2,40% (2006-2010)	2,60% (2011-2015)	--	--

SOURCE : MINISTÈRE DES TECHNOLOGIES DE LA COMMUNICATION ET DE L'ÉCONOMIE NUMÉRIQUE, VALEURS EN MDT



L'Institut de prospective économique du monde méditerranéen, IPAMED, est une association reconnue d'intérêt général, créée en 2006. Think tank promoteur de la région méditerranéenne, il a pour mission de rapprocher par l'économie, les pays des deux rives de la Méditerranée. Il est indépendant des pouvoirs politiques dont il ne reçoit aucun financement.